

CA1  
EA438  
F86f  
1988  
c.1

DOCS

Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada



**BRUNEI**

**INDONÉSIE**

**MALAISIE**

**PHILIPPINES**

**SINGAPOUR**

**THAÏLANDE**

**GUIDE DE L'EXPORTATEUR  
À L'ANASE**

---

**1988**

L'information contenue dans cette publication est valide  
au 1<sup>er</sup> février 1988.

## TABLE DES MATIERES

1. Relations Canada-ANASE
2. Profil de L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
3. Brunei
4. Indonésie
5. Malaisie
6. Philippines
7. Singapour
8. Thaïlande
9. Points de contact
  - Points de contact avec le secteur privé
  - Centres d'information commerciale de l'ANASE au Canada
  - Délégués commerciaux du Canada dans les pays de l'ANASE
  - Ministère des Affaires extérieures à Ottawa

NON - CIRCULATING ?  
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

JUN 6 1988  
JUN

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43 280-775



- 1 -

RELATIONS CANADA-ANASE



## RELATIONS CANADA-ANASE

### CONTEXTE

Le Canada cherche, depuis le milieu des années 70, à développer d'importantes relations avec l'ANASE, reconnaissant la contribution positive que l'Association apporte à la paix, à la stabilité et au développement de l'Asie du Sud-Est; il a également cherché à renforcer ses liens bilatéraux avec les États membres de l'Association. Le Canada est devenu un "partenaire du Dialogue" avec l'ANASE en 1977. Afin d'établir un point de contact officiel avec chacun de ses "partenaires du Dialogue" (Canada, Australie, CEE, Japon, Nouvelle-Zélande et États-Unis), l'ANASE désigne un pays chargé de la coordination à tour de rôle. C'est la Thaïlande qui est actuellement chargée de coordonner le dialogue avec le Canada.

L'Accord de coopération économique Canada-ANASE signé en septembre 1981 est entré en vigueur en juin 1982. L'Accord établissait une Commission consultative conjointe (CCC) pour examiner les progrès réalisés dans les diverses formes de coopération commerciale et développementale entre le Canada et les groupements multilatéraux de l'ANASE. Les réunions de la CCC se sont tenues chaque année, alternant entre Ottawa et les capitales des membres de l'ANASE. La cinquième réunion de la CCC se tiendra à Ottawa, les 7 et 8 avril 1988.

Depuis 1980, le SEAE participe à la Conférence post-ministérielle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE qui se tient chaque année dans la capitale d'un membre de l'Association. La Conférence se concentre sur des questions économiques et politiques régionales et internationales intéressant l'ANASE et les pays partenaires du Dialogue. Elle donne une possibilité unique au SEAE de discuter de l'évolution des relations bilatérales avec les ministres des Affaires étrangères des États de l'ANASE.

### INTÉRÊTS DU CANADA DANS L'ANASE

#### Sécurité

Le Canada a toujours appuyé les pays de l'ANASE lorsque ceux-ci ont demandé au Vietnam de se retirer du Cambodge pour réduire les tensions régionales. Dans une perspective stratégique, l'ANASE chevauche les grands couloirs maritimes qui relient le Moyen-Orient et l'Asie du Sud aux économies de libre marché du Pacifique-Ouest et de

l'Amérique du Nord. Avec l'élargissement du volume du commerce trans-Pacifique, toute perturbation du mouvement des marchandises dans la région aurait une incidence directe sur les membres de l'ANASE et sur des pays de la région du Pacifique comme le Japon et l'Australie, qui comptent parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada.

### Relations politiques

Les nations de l'ANASE, avec leurs économies de marché libre et leurs sociétés ouvertes, constituent un modèle de société à promouvoir dans la région Asie-Pacifique, et ont par conséquent reçu un fort appui du Canada. Divers pays de l'Association sont des membres importants de l'OPEP, de la Conférence islamique, du Mouvement des non-alignés, du Groupe des 77, du Groupe de Cairns et du Dialogue Nord-Sud. L'attitude politique du Canada face à l'ANASE s'explique également par divers facteurs comme sa relation avec trois de ses membres (Singapour, Brunei et la Malaisie) au sein du Commonwealth, par d'importants programmes d'aide au développement de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et des Philippines, ainsi que par le grand nombre d'immigrants canadiens provenant de l'Asie du Sud-Est. Son accueil de quelque 105 000 réfugiés indochinois depuis 1975 a donné au Canada une fort bonne réputation auprès des gouvernements de l'ANASE.

### Relations commerciales et économiques

Le Canada est un important importateur de produits de l'ANASE à base de ressources naturelles. Le commerce entre le Canada et l'ANASE est globalement évalué à plus de 1,5 milliard \$CAN pour 1987. Si l'ANASE n'importe qu'environ 1 % de l'ensemble des produits que le Canada exporte, il y a de nombreuses possibilités d'élargir le commerce dans les deux sens. Nos exportations vers l'ANASE sont plus importantes que nos exportations vers la France ou l'Italie. En 1986, notre commerce avec les membres de l'ANASE s'est soldé pour la première fois par un déficit. La Direction de la coopération industrielle (INC) de l'ACDI a fourni une subvention de 100 000 \$ à la Chambre de commerce du Canada pour défrayer une partie des coûts d'études et de programmes qui devraient contribuer à intéresser davantage les entreprises canadiennes au commerce et à l'investissement dans les pays de l'ANASE. De plus, le Canada financera des visites de développement des marchés et des séminaires d'information sur les marchés qui se



tiendront au Canada à l'intention des représentants d'entreprises de l'ANASE. En décembre 1986, le Conseil des gens d'affaires Canada-ANASE a été créé conjointement par la Chambre de commerce du Canada et par les Chambres de commerce et d'industrie de l'ANASE pour promouvoir une meilleure compréhension mutuelle et pour favoriser des relations d'affaires plus étroites entre le Canada et les six pays de l'Association.

#### Coopération pour le développement

Jusqu'en 1986, la coopération pour le développement se centrait surtout sur la mise en valeur des ressources naturelles et sur le transfert de la technologie. Étant donné la croissance rapide des économies de l'ANASE, l'aide a été graduellement recentrée sur la coopération industrielle et, en particulier, sur la mise en valeur des ressources humaines, domaine dans lequel le Canada prend actuellement une grande initiative. Après les annonces faites par le SEAE à la Conférence post-ministérielle tenue à Singapour en juin dernier, un Fonds de mise en valeur des ressources humaines de l'ANASE a été établi et doté d'un financement de 750 000 \$; le Fonds servira à financer des visites d'études et des activités de formation, surtout pour le personnel gouvernemental. Un fonds de bourses d'études de l'ANASE a également été établi avec un crédit de 600 000 \$ pour financer environ 30 années-personnes de formation de diplômés et d'étudiants de deuxième cycle dans des maisons d'enseignement canadiennes. Le Canada établira également un Centre Canada-ANASE pour appuyer et faciliter les activités de coopération pour le développement entreprises au niveau de l'ANASE.



- 2 -

PROFIL DE L'ASSOCIATION DES NATIONS  
DE L'ASIE DU SUD-EST



## PROFIL DE L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST

### Historique:

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui comprend l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, a été formée à Bangkok en 1967. Brunei en est devenu le sixième membre en janvier 1984. Les objectifs initiaux de l'ANASE, tels qu'énoncés dans la Déclaration de Bangkok, étaient: 1) d'accélérer la croissance économique, le progrès social et le développement culturel dans la région, et 2) de promouvoir la paix et la stabilité dans la région. L'une des grandes réalisations de l'ANASE a été de modérer les antagonismes entre les pays de la région. Ses membres ont laissé de côté l'héritage d'amertume et d'hostilité qui s'était manifesté dans des différends régionaux comme l'affrontement entre l'Indonésie et la Malaisie, et la prétention des Philippines sur l'état malaisien de Sabah.

En 1971, les ministres des Affaires étrangères des cinq membres fondateurs de l'ANASE ont signé la Déclaration de Kuala Lumpur, dans laquelle ils réclamaient l'instauration d'une Zone de paix, de liberté et de neutralité en vue de protéger la région des rivalités entre grandes puissances. L'idée est redevenue un objectif important de l'ANASE après les succès communistes au Vietnam, au Laos et au Cambodge en 1975. En février 1976, la première réunion au Sommet des chefs de gouvernement de l'ANASE a été convoquée à Bali, où les membres ont signé un Traité d'amitié et de coopération qui établissait les mécanismes à utiliser pour régler les différends bilatéraux. L'importance des consultations politiques et de la coopération économique a été soulignée par la signature de la Déclaration de la Convention de l'ANASE qui établissait un cadre de consultations soutenues à divers niveaux politiques et économiques.

Le deuxième Sommet de l'ANASE, tenu à Kuala Lumpur en 1977, confirmait les orientations établies à Bali. Le Sommet de Kuala Lumpur renouvelait également l'importance de l'ouverture de "Dialogues" avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Japon et la CE.

Le troisième Sommet de l'ANASE s'est tenu à Manille en décembre 1987. La Déclaration de Manille a donné un nouvel élan à la coopération économique régionale et a approuvé des amendements au Traité d'amitié et de coopération en vue de faciliter l'intensification des contacts et de la coopération entre l'ANASE et d'autres pays, surtout ceux de la région Asie-Pacifique.

### Coopération politique:

C'est dans le domaine de la coopération politique que l'ANASE a connu le plus de succès. Les réunions périodiques des ministres des Affaires étrangères, des ministres de l'Économie et d'autres représentants des milieux politiques et gouvernementaux ont été institutionnalisées. La coordination de l'ANASE s'étend maintenant aux activités entreprises dans diverses instances internationales comme l'ONU et le Mouvement des non-alignés, ainsi qu'à celles des missions des pays membres de l'ANASE dans les capitales étrangères.

Une action concertée aux Nations Unies sur des questions comme le Cambodge a entraîné des consultations et même une action commune sur toute une gamme de questions intéressant directement et indirectement les membres de l'Association. Par exemple, les membres de l'ANASE ont collaboré pour coordonner leur réponse aux questions touchant le droit de la mer; ils ont adopté des positions communes sur diverses questions touchant les produits de base, et ils ont collaboré efficacement au sein du GATT ainsi que pendant les délibérations préparatoires aux négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Ils présentent également un point de vue commun aux Sommets économiques depuis 1984.

### Coopération économique:

Si les membres de l'ANASE ont fait de grands progrès au plan de la coopération politique touchant les questions bilatérales et régionales, les questions internationales de politique et de sécurité ainsi que les grandes questions économiques, leur coopération au plan commercial a été relativement modeste. Les progrès à ce chapitre ont été lents puisque les économies de l'ANASE ne sont pas complémentaires et que ses membres sont, à bien des égards, des concurrents dans les secteurs des ressources naturelles, de l'agriculture et des pêches.

Le troisième Sommet de l'ANASE a pris plusieurs mesures pour galvaniser la coopération économique entre les membres, en mettant une insistance toute particulière sur les trois grands types d'arrangements déjà en place: les accords de commerce préférentiel de l'ANASE; les coentreprises industrielles de l'ANASE; et les accords de complémentarité industrielle de l'ANASE.

L'élément essentiel des accords de commerce préférentiel de l'ANASE a été un engagement d'échanger des préférences tarifaires sur des listes de produits importés par les pays membres. Depuis son introduction en 1977, ce type d'accord s'est élargi pour englober plus de 20 000 produits. Toutefois, ces accords préférentiels n'ont pas permis de promouvoir le commerce intra-ANASE puisque la plupart des produits importants en ont été exclus. La Déclaration de Manille annonçait un plan de cinq ans pour élargir les arrangements préférentiels à 90 % de tous les produits échangés à l'intérieur de la région, et à au moins 50 % de la valeur de toutes les importations depuis des membres de l'ANASE. La Déclaration prévoyait également un relèvement des taux de droits préférentiels, et un engagement de statu quo et de démantèlement des mesures tarifaires et non tarifaires affectant le commerce intra-ANASE.

Le régime des coentreprises industrielles de l'ANASE a été modifié pour attirer davantage le secteur privé, surtout les investisseurs étrangers qui peuvent maintenant détenir 60 % du capital des coentreprises industrielles de l'ANASE, alors que ce niveau était auparavant fixé à 49 %. On y a également apporté d'autres améliorations, dont un accroissement des préférences tarifaires pour les produits découlant de coentreprises industrielles de l'ANASE et un engagement d'introduire une loi sur la garantie des investissements pour protéger ces investissements de l'appropriation ou de la nationalisation.

Les accords de complémentarité industrielle de l'ANASE ont été conçus par les gouvernements membres comme la contribution du secteur privé à la coopération économique. Divers groupes industriels, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de l'ANASE, ont créé des "clubs d'industriels" (il y en a actuellement 15) pour élaborer des approches coopératives visant à renforcer leurs activités commerciales et industrielles conjointes. Cela a parfois mené à l'intégration de l'industrie concernée au niveau de toute l'Association. La coopération prend diverses formes: harmonisation des normes et procédures d'essais de produits, activités de recherche et de développement, et coordination des projets d'investissement pour que les sociétés des pays membres ne se livrent pas concurrence. Les progrès ont été très lents dans le domaine de la complémentarité industrielle.

Structure administrative:

Le Sommet tenu à Bali en 1976 a créé un Secrétariat permanent de l'ANASE à Djakarta, mais en le dotant de pouvoirs limités. Le Secrétaire général de l'ANASE est chargé d'administrer le Secrétariat, mais pas l'Association. Chaque pays a son bureau national du "Directeur général pour l'ANASE", qui est chargé de gérer les questions touchant l'Association; pris ensemble, ces bureaux nationaux forment le Comité permanent de l'ANASE.

Cinq comités économiques ont été créés sous la responsabilité des ministres de l'Économie de l'ANASE: commerce et tourisme (COTT); industrie, minéraux et énergie (COIME); alimentation, agriculture et foresterie (COFAB), services financiers et bancaires (COFAB), et communications et transports (COCT). On a également créé divers sous-comités, groupes de travail, mécanismes ad hoc et groupes d'experts. Les décisions sont prises à l'unanimité, et les progrès peuvent être lents. Bien que ce processus comporte des désavantages, il pourrait difficilement en être autrement dans une association qui repose sur le consensus de tous ses membres.

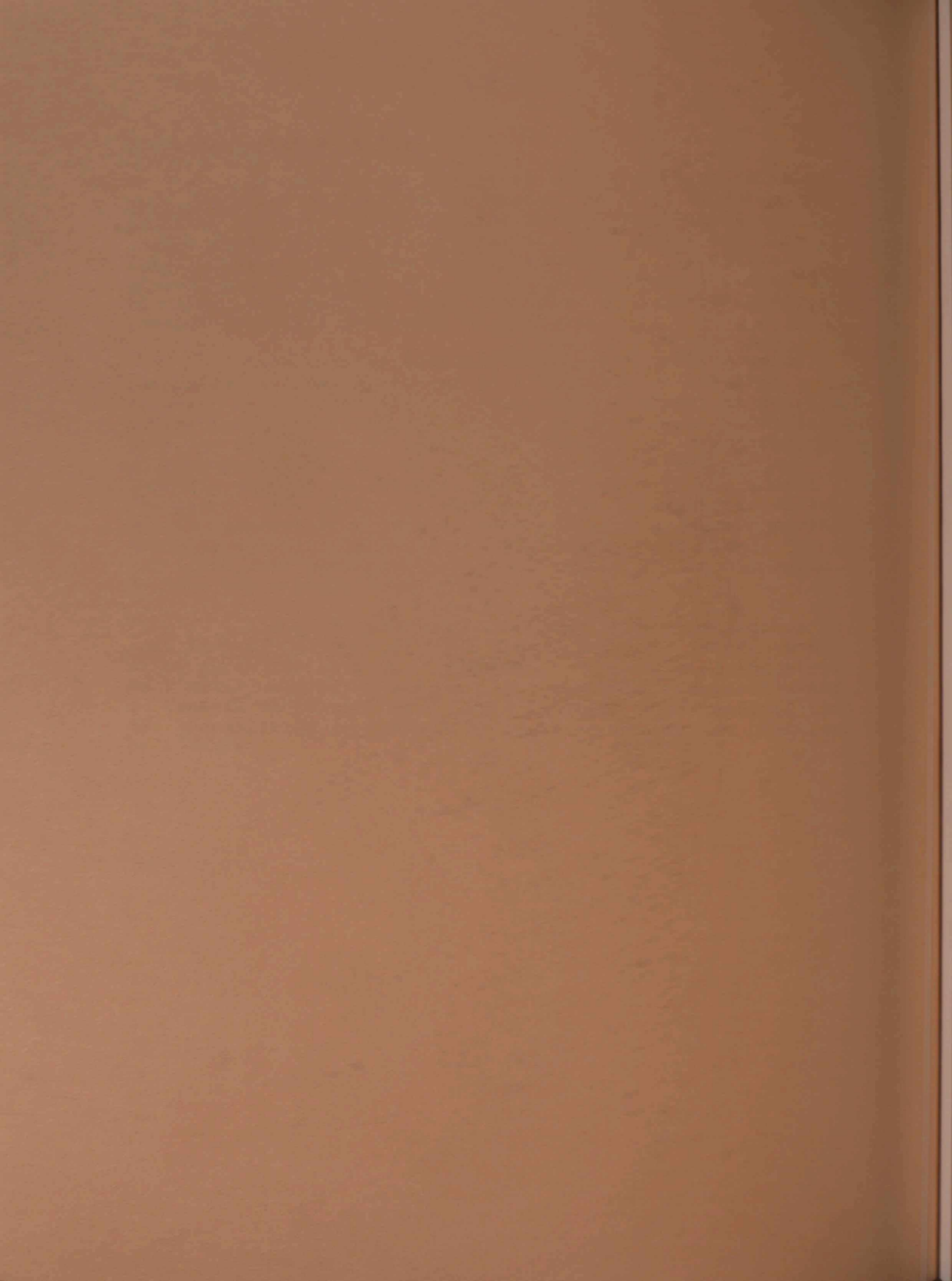
Nombre d'organismes non gouvernementaux locaux se sont fédérés pour devenir des organismes de l'ANASE. C'est ainsi qu'on retrouve une Chambre de commerce et d'industrie de l'ANASE, une Organisation inter-parlementaire de l'ANASE, un Conseil du pétrole de l'ANASE (ASCOPE), une Confédération des journalistes de l'ANASE et une Association des banquiers de l'ANASE.

JANVIER 1988



- 3 -

BRUNEI



## BRUNÉI

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Situé sur l'île de Bornéo, le Brunéi a une superficie de 5 765 km<sup>2</sup>. La population de 220 000 habitants est composée de Malais (40 %), de Chinois (30 %) et de tribus indigènes (29 %). Les langues parlées sont le malais, l'anglais et des dialectes chinois. Protectorat britannique depuis 1888, le Brunéi refuse de se joindre à la fédération malaise en 1963 et devient un sultanat indépendant en 1984, à l'expiration d'un traité qui l'avait lié à la Grande-Bretagne pendant 140 ans.

### SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le sultanat de Brunéi est gouverné par Sa Majesté le sultan Sir Mudah Hassanal Bolkiah. Le pouvoir effectif est entièrement entre les mains du sultan et de ses trois frères, qui sont conseillés par un groupe de technocrates occidentaux compétents et instruits. La cohésion sociale repose sur la loyauté envers la famille royale et la foi islamique. Bien que les partis politiques soient légaux, il n'y en a qu'un seul et les dernières élections remontent à 1962.

Estimé à environ 23 000 \$ US par an, le PIB par habitant est l'un des plus élevés au monde. Quarante-huit pour cent du PIB proviennent des exportations de pétrole et de gaz. Le gouvernement a un excédent de deux milliards de dollars et les réserves dépassent treize milliards de dollars américains. Dans le cadre du premier plan de développement (1985-1990), des efforts sont déployés pour diversifier l'économie afin qu'elle dépende moins du pétrole et du gaz et davantage de secteurs comme l'agriculture, les forêts et les activités financières.

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le Brunéi est membre de l'ASEAN, du Commonwealth, de l'Organisation de la conférence islamique et des Nations Unies et il participe au programme de financement commercial à long terme de la Banque islamique de développement. Le Brunéi n'adhère pas à l'OPEP, mais le pays y a le statut d'observateur. C'est à l'ASEAN qu'il attache le plus d'importance sur le plan de la politique étrangère, dont il assume entièrement le contrôle. Ses principaux partenaires

commerciaux sont le Japon, Singapour, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Corée du Sud.

### RELATIONS BILATÉRALES

Nos relations bilatérales avec le Brunéi se poursuivent - et se poursuivront sans doute encore - par l'intermédiaire de l'ASEAN et du Commonwealth. Les banques canadiennes s'intéressent au Brunéi et il pourrait y avoir des possibilités de capitaliser sur la diversification des ressources financières. Il convient de noter par ailleurs que le Premier ministre Trudeau a été le premier chef de gouvernement étranger à effectuer une visite officielle dans ce pays en janvier 1983. En septembre 1987, le sultan est venu au Canada pour assister à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver. 1988 sera une année spéciale dans nos relations, car le Brunéi deviendra, en juillet, le coordonnateur du dialogue que nous entretenons avec l'ASEAN. Enfin, une centaine de jeunes ressortissants du Brunéi font leurs études au Canada.

## LE COMMERCE EN BREF

Avec une population d'à peine 220 000 habitants, le sultanat de Brunei Darussalam représente un marché intérieur plutôt limité, qui offre quand même des débouchés commerciaux bien réels. Le pays est très riche, ses investissements à l'étranger à partir de réserves évaluées à 15 à 20 milliards de dollars US lui rapportant d'importantes sommes d'argent.

Dans le cinquième plan quinquennal (1986-1990) de développement national du gouvernement de Brunei, le niveau global des dépenses est fixé à 10,2 milliards de dollars canadiens. Les dépenses totales au chapitre du développement sont fixées à 3,45 milliards, dont 1,35 milliard dans le secteur pétrolier et 1,64 milliard dans le secteur public. Les services sociaux représentent 29 p. 100 des dépenses prévues dans le secteur public, les utilités publiques, 20 p. 100, les transports et les communications, 20 p. 100, l'industrie et le commerce, 10 p. 100 et la défense, 10 p. 100.

La stratégie de diversification adoptée par le gouvernement dans le but de réduire la dépendance nationale vis-à-vis du pétrole et du gaz (qui représentent 99 p. 100 des exportations et 75 p. 100 du produit intérieur brut du pays) comprend des plans de perfectionnement des ressources humaines. L'accent est également mis sur l'amélioration de l'infrastructure et des services sociaux. La priorité est aussi accordée à la mise sur pied d'industries de remplacement des importations et à vocation exportatrice. La politique gouvernementale de conservation du pétrole combinée à la volatilité des prix de cette matière première s'est nettement répercutée sur le PIB, dont la croissance réelle a été de 4 p. 100 en 1986. Le gouvernement a également reconnu le caractère hautement prioritaire de la création d'une élite de cadres supérieurs, et c'est pourquoi la majorité des futurs dirigeants font leurs études à l'étranger (dont bon nombre au Canada).

À mesure que les autorités de Brunei tentent de diversifier l'économie nationale, de nouveaux débouchés se créent pour les consultants canadiens dans le secteur public, dans le domaine de l'enseignement et dans les petites entreprises manufacturières en co-participation. Plusieurs des nouveaux projets exposés dans le plan quinquennal ouvrent la voie à une participation canadienne, en particulier dans les secteurs des pêches, de la foresterie, des

télécommunications et de l'informatique, du pétrole et du gaz, de l'agriculture, de l'éducation et de la défense.

D'après les chiffres établis par notre mission, les exportations canadiennes à destination de Brunei s'élèveraient à environ 2 millions de dollars par année. Il semblerait également que des investissements en provenance de ce pays aient été effectués au Canada, particulièrement en titres sous forme d'obligations du gouvernement canadien.

Récemment, des entreprises canadiennes ont fait d'excellentes affaires à Brunei. En juillet 1987, la société Alberta Telecommunications International s'est vue accorder un contrat de 1,5 million de dollars canadiens pour la conception d'un système d'alimentation et de distribution à courants porteurs de lignes d'abonné par câble souterrain, et elle vient de soumissionner pour l'obtention d'un contrat de gestion de projet pour l'installation d'un système de câble extérieur dans la circonscription téléphonique de Seria. En septembre 1987, Brunei a décidé d'acheter auprès de la société MacDonald Dettwiler un système de réception et d'analyse des données météorologiques par satellite d'une valeur de 800 000 \$ Can. Ce système entrera en fonctions en septembre 1988.

Bien que deux représentants de Brunei aient participé en octobre à la tournée d'études de l'ASEAN au Canada dans le cadre des NCM, le pays n'est pas membre du GATT et ne participera pas directement à la présente ronde de NCM.

#### OBJECTIFS CANADIENS EN MATIÈRE DE COMMERCIALISATION

1. Pêches : Assistance technique pour organiser et mettre en oeuvre un programme d'aquiculture à Brunei. Examen de l'exploitation actuelle des ressources halieutiques afin d'établir les possibilités de transformation et d'exportation.

2. Foresterie : Étude de faisabilité sur l'implantation de pépinières. L'information détaillée sur les techniques de culture en pépinière, le sciage et les opérations de séchage au séchoir (sans chaudière à vapeur) suscite également un certain intérêt.

3. Communications et informatique : Les possibilités suivantes semblent s'offrir : système de téléphone cellulaire, services de consultants en gestion des télécommunications, réseau automatisé de bibliothèques, système automatisé de contrôle des passeports, et

fourniture de matériel de radiodiffusion avec services de formation.

PERSONNES-RESSOURCES

M. M. Romoff  
Conseiller (commercial)  
Haut commissariat du Canada  
Plaza MBF, 7<sup>e</sup> étage  
Jalan Ampang  
50450 KUALA LUMPUR  
Malaisie  
(adresse postale :  
P.O. Box 10990, 50732  
KUALA LUMPUR  
Malaisie)

Tél. : (03) 261-2000

Télex : (Code de destination  
84) 30269

(DOMCAN MA 30269)

Télécopieur : 60-3-2613428

M. Roman Hruby  
Responsable de secteur -  
Brunei  
Direction de  
l'expansion du commerce  
en Asie et Pacifique  
Sud  
Ministère des Affaires  
extérieures  
Immeuble L.B. Pearson  
125, promenade Sussex  
OTTAWA (Ontario)  
K1A OG2

Tél. : (613) 992-0959

Télex : 053-3745

Télécopieur : (613)  
996-9288

FICHE DOCUMENTAIRE - BRUNEI

Mars 1988

**Superficie:** 5 765 km carrés

**Population:** 226 000 (1986)

**Capitale:** Bandar Seri Begawan

**Régime de gouvernement:** (Monarchie)  
Sultanat

**Chef d'État:** Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah

**Premier ministre:** Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah

**Ministre des Finances** (responsable du commerce): Prince Jefri Bolkiah

**Langues:** Malais, anglais, chinois

**Composition ethnique:** Malais 65 %,  
chinois 20 %, tribus indigènes 3 %,  
indiens et autres 6 %

**PIB:** (1986) 2,9 milliards \$US

**Revenu par habitant:** 12 800 \$US

**Unité monétaire:** dollar de Brunei = \$ de Singapour = 0,63 \$CAN.

**Taux d'inflation:** 7,6 % (1986) **Taux de chômage:** S/O

**Ratio du service de la dette:** Nul

**Principaux partenaires commerciaux** (Janv.-déc. 1985):

Exportations

(Total: 2 156 millions \$US)

1. Japon
2. Thaïlande
3. Singapour
4. Corée
5. Royaume-Uni

Importations

(Total: 1 142 millions \$US)

1. Singapour
2. Royaume-Uni
3. États-Unis
4. Japon
5. Suisse

**Statistiques du commerce canadien:** (en milliers \$CAN)\*

	1984	1985	1986	1987	*(Selon les chiffres officiels de Brunei; les statistiques canadiennes ne donnent pas de chiffres pour Brunei)
Exportations	1 116	1 290	S/O	S/O	
Importations	3	-	S/O	S/O	
Solde	1 113	1 290	S/O	S/O	

**Principaux débouchés pour les entrepreneurs canadiens:**

1. Formation technique/programmes de perfectionnement
2. Pêches
3. Forêts
4. Communications
5. Production d'électricité

**Classification SEE:** Pays bénéficiant d'un financement

**Classification ACDI:** Pays hors programme



**Banques canadiennes résidentes:** Aucune

**Représentants canadiens à Brunei:** (résident à Kuala Lumpur, Malaisie)  
Haut-commissaire - Manfred von Nostitz  
Conseiller commercial - Mark Romoff  
Télex: (code de destination 84) 30269  
Télécopieur: 60-3-2613428

**Contact chargé des questions commerciales à PST/ministère des Affaires extérieures:** Roman Hruby (613) 992-0959

**Représentants de Brunei au Canada:** (résident à New-York, États-Unis)  
Haut-commissaire - Jaya bin Abdul Latif



- 4 -

INDONESIE



## INDONÉSIE

### INTRODUCTION

L'Indonésie est un archipel composé de 13 000 îles qui s'étendent de l'océan Indien à l'océan Pacifique. Quelque 90 de ses 170 millions d'habitants vivent dans l'île de Java. La population indonésienne est répartie entre plus de 300 groupes ethniques qui parlent 250 langues et dialectes distincts. La majorité des Indonésiens sont musulmans mais les croyances et coutumes pré-islamiques restent vivaces à l'échelon local. Le christianisme et l'hindouisme figurent également parmi les religions importantes. On continue de classer l'Indonésie parmi les pays en développement relativement prospères. Sous la direction du président Soeharto, elle bénéficie, depuis plus de deux décennies, de la stabilité politique et d'une croissance économique constante qui s'est traduite par l'augmentation du niveau de vie.

### SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Le régime politique du pays est complexe : bien qu'étant de type républicain, il comprend un Conseil consultatif et une Assemblée consultative et il est fortement influencé par le respect que les Javanais, et même l'ensemble des Indonésiens, ont traditionnellement pour leurs dirigeants et pour l'autorité. Le Président vient d'être réélu sans opposition pour un cinquième mandat de cinq ans. Les nouvelles nominations au Cabinet qui ont suivi sa réélection indiquent que les orientations politiques actuelles de son gouvernement seront maintenues, tant sur le plan de la libéralisation de l'économie que sur celui de la politique étrangère.

L'économie indonésienne se compose d'un grand secteur agricole fragmenté et d'un petit secteur industriel dynamique. L'industrie a été favorisée par le bas prix du pétrole sur le marché interne et elle est principalement axée sur la satisfaction des besoins d'un important marché intérieur. La politique de remplacement des importations constitue depuis longtemps l'orientation déterminante de la stratégie d'industrialisation du pays; quant aux recettes d'exportations, elles proviennent principalement du pétrole, des produits forestiers et des minéraux. L'effondrement des cours internationaux du pétrole et, partant, des recettes d'exportations a amené l'Indonésie à s'efforcer de diversifier ses exportations et d'accroître le rendement de ses secteurs non pétroliers. Le gouvernement a notamment

appliqué à cette fin une réforme en profondeur de son régime douanier et une libéralisation générale des pratiques sur les plans des affaires et du commerce, libéralisation qui se poursuit. Ces politiques se sont révélées efficaces : la part du secteur non pétrolier dans les recettes d'exportation globales du pays s'étant élevée à 60 % en 1987, l'Indonésie a manifestement diminué sa dépendance traditionnelle à l'égard des exportations de pétrole.

L'application de politiques économiques judicieuses n'a pas empêché une forte augmentation de la dette extérieure au cours des dernières années, la baisse des recettes d'exportations de pétrole et de gaz ayant amené le gouvernement à contracter des emprunts pour exécuter des projets de développement. À la fin de l'année 1987, on estimait que la dette extérieure était supérieure à 45 milliards \$ et que le rapport du service de la dette dépassait 40 %. Néanmoins, l'Indonésie est parvenue à maintenir une position saine en ce qui concerne ses réserves en devises extérieures, qui équivalent à environ 9 mois d'exportations. Progressistes et constantes, les politiques financières et budgétaires de l'Indonésie en ont fait un des pays bénéficiant de la meilleure réputation de solvabilité parmi les pays en développement. L'accès aux emprunts internationaux a permis au gouvernement de s'adapter mieux que de nombreux autres pays aux fluctuations des marchés internationaux et d'éviter les tensions sociales et politiques qu'ont provoquées, ailleurs, les remous économiques et la baisse du niveau de vie.

#### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Bien que professant une politique étrangère de non-alignement, l'Indonésie penche vers une attitude pro-occidentale et elle entretient une coopération constructive avec les pays voisins, en particulier les pays membres de l'ASEAN. Elle est membre fondateur du Mouvement des pays non alignés. Depuis le milieu des années soixante, elle se rapproche de plus en plus de l'Occident des points de vue tant de son orientation politique que de ses politiques économique et commerciale. L'Indonésie exerce une influence modératrice au sein du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 77, du dialogue Nord-Sud, de la Conférence islamique et de divers groupes de pays exportateurs de produits de base, y compris l'OPEP.

L'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) - dont le secrétariat est établi à Djakarta - constitue un volet capital de la politique étrangère de l'Indonésie, qui consulte de plus en plus les États membres afin de prendre position sur des questions d'intérêt commun.

#### RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'INDONÉSIE

Il est de l'intérêt politique du Canada de soutenir des gouvernements qui partagent son engagement envers la paix régionale et la stabilité en Asie du Sud-Est. Sa taille, son rôle directeur au sein de l'ASEAN et l'importance de son influence modératrice au sein du Mouvement des pays non alignés, du Groupe des 77, de l'OPEP et de la Conférence islamique font de l'Indonésie un pays de plus important pour le Canada du point de vue politique. En outre, l'Indonésie et le Canada ont en commun des intérêts convergents sur diverses questions internationales telles que le Cambodge, le droit de la mer, les négociations Nord-Sud, les produits de base et la sécurité régionale. En juillet 1985, le SÉAE, accompagné de Maureen McTeer, a fait une visite de quatre jours en Indonésie. La première visite de parlementaires canadiens dans ce pays s'est déroulée en février 1986. Le ministre des Affaires étrangères, M. Mochtar, a séjourné à Ottawa des 16 au 18 février 1987 à l'invitation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark. Une deuxième délégation de parlementaires s'est rendue en Indonésie en novembre 1987.

L'Indonésie voit dans l'accès aux techniques, aux capitaux et aux marchés du Canada un contrepois partiel à l'influence des États-Unis et du Japon. L'acceptation et le soutien par l'Occident (y compris par le Canada) du Nouvel Ordre du Président Suharto, et le courant d'aide qui en a résulté, ont eu un effet bénéfique décisif sur les plans politique et économique pour l'Indonésie. Le programme de coopération au développement de l'Indonésie constitue, en importance, le troisième programme bilatéral du Canada, son chiffre indicatif de planification avoisinant 300 millions \$ pour les cinq prochaines années. L'accent y est mis sur la mise en valeur des ressources humaines et la gestion des ressources naturelles.

## SURVOL COMMERCIAL

La population de 170 millions d'habitants que compte l'Indonésie représente un énorme marché, relativement peu exploité, pour les produits canadiens. Depuis de nombreuses années nos firmes d'ingénierie sont actives dans ce pays; elles mettent en oeuvre des projets pour le compte de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et de l'Agence canadienne de développement international, cette dernière consacrant chaque année plus de 50 millions de dollars à l'Indonésie, en tant que pays de concentration. Ces firmes, qui ont valu au Canada une réputation d'excellence, ont réussi à mettre sur pied de grands projets, notamment le projet charbonnier de Bukit Asam, la centrale de Suralaya et le projet d'irrigation de Lombok.

Au cours de l'exercice 1986-1987, les importations de l'Indonésie se sont élevées à quelque 11 milliards de dollars américains, dont quelque un milliard dans le cadre de programmes d'aide. Le Canada a une part minuscule de ce marché, soit 305 millions de dollars canadiens pour l'année civile 1987, ce qui s'explique généralement par une méconnaissance des débouchés et la passivité des fournisseurs.

Il y a dans ce pays d'importants débouchés commerciaux que le Canada n'a pas encore exploités, y compris un système collecteur de gaz destiné à de nouvelles centrales bi-énergie, de même que d'éventuels projets de cogénération à turbine. Ce pays a en outre des besoins permanents dans les secteurs des logiciels, de l'espace, des télécommunications, des dispositifs de commutation électrique, des mines de charbon, des ports, des produits chimiques à usage industriel, des produits alimentaires, de l'équipement d'emballage, etc. Pour profiter de certains de ces débouchés, il faudra l'appui de la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Cette dernière, qui en est consciente et connaît la situation financière de l'Indonésie, accordera chaque fois que cela est possible des conditions imaginatives et favorables aux exportateurs canadiens. Le marché des projets est quelquefois considéré comme "gâché" à cause de la concurrence européenne, japonaise, américaine et australienne, mais le Canada peut y avoir sa place si nos exportateurs sont prêts à visiter plus souvent ce pays, à mieux comprendre ce marché et à travailler en collaboration plus étroite avec les services commerciaux de notre ambassade, ainsi qu'avec la SEE et l'ACDI. En 1988 sera lancée une campagne en vue de



sensibiliser nos exportateurs aux avantages du marché indonésien et d'améliorer l'accès du Canada à un marché non gouvernemental de plus en plus vital.

#### OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE MARKETING

1. Équipement et services pétroliers et gaziers - Le gouvernement de l'Indonésie a annoncé son intention d'exploiter des gisements de gaz pour alimenter ses centrales, d'où des débouchés pour nos fournisseurs de services d'experts-conseils et d'équipement.
2. Produits et services agro-alimentaires - Les débouchés pourraient être accrus dans ce secteur si nos fournisseurs connaissaient mieux les importateurs et grossistes indonésiens.
3. Produits et services dans les secteurs des mines, des métaux et des minéraux - L'exploitation minière de l'Indonésie dans les secteurs de l'or, du charbon et du nickel s'accroît rapidement et offre donc d'importants débouchés pour les fournisseurs de services de consultation, d'équipement minier et de matériel de transport.
4. Équipement et services électriques et énergétiques - Le Canada a eu un excellent rendement dans les secteurs des services d'ingénierie et des chaudières électriques. Il s'agit maintenant pour lui de garder sa part du marché et d'accroître sa pénétration, éventuellement sur les marchés turbo-électrique et nucléaire.
5. Machines, usines et services industriels - Le Canada a su trouver des créneaux de marché pour l'équipement industriel et de production. Une plus grande importance sera accordée en vue d'accroître le nombre des agences desservant ce secteur.
6. Équipement et services de communication et d'informatique - Des firmes canadiennes font une publicité active pour les produits et services suivants: PBX, télex, logiciels de satellite, formation et gestion dans le domaine des télécommunications et équipement auxiliaire de télécommunications. Ces firmes sont bien acceptées et

devraient réaliser des ventes au cours de l'exercice 1988-1989.

CONTACTS

M. Douglas Campbell  
Conseiller commercial  
Ambassade du Canada  
5<sup>e</sup> étage, Wisma Metro-  
politain 1  
Jalan Jenderal Sudirman  
Kav 29  
Djakarta Selatan 12910  
Indonésie  
(Adresse postale:  
P.O. 52/JKT  
Djakarta Selatan 12000  
Indonesia

M. John Clapp  
Responsable pour l'Indonésie  
Direction de l'expansion du  
commerce en Asie et Pacifique  
Sud (PST)  
Ministère des Affaires exté-  
rieures  
Édifice L.B. Pearson  
125, promenade Sussex  
OTTAWA (Ontario)  
K1A 0G2

Tél.: 510-709

Tél.: (613) 996-5824

Télex: (Code de destination  
73)  
62131  
(62131 DMCAN JKT)

Télex: 053-3745  
Facsimilé: 996-9288

Facsimilé: 6221 578-2251

Mars 1988

FICHE DOCUMENTAIRE - INDONESIE

**Superficie:** 1,9 million km<sup>2</sup>      **Population:** 168 millions d'habitants (1987)

**Capitale:** Jakarta      **Nature de l'état:** République d'idéologie unitaire

**Chef d'état:** Président Suharto      **Ministre du Commerce:** Rachmat Saleh

**Langue officielle:** Bahasa Indonesia      **Composition ethnique:** Malais 90 %; Mélanésiens 5 %; autres 5 %

**Religions:** Musulmans 80 %, Chrétiens, Hindous et autres 20 %

**PIB:** 82 milliards de dollars US (chiffre estimatif 1987)      **Revenue par habitant:** 531 \$ US (chiffre approximatif)      **Unité monétaire:** Roupie  
1 \$ CAN = environ 1 300 NRPH

**Taux d'inflation:** 10 % (1987)      **Ratio du service de la dette:** 41 %      **Taux de chômage:** 18 % (chiffres officiels 1987)

**Principaux partenaires commerciaux (1987):**

Exportations

Total: 17,6 milliards de dollars US (est.)

1. Japon
2. Etats-Unis
3. Singapour
4. Pays-Bas
5. Corée du Sud

Importations

Total: 12,6 milliards de dollars US (est.)

1. Japon
2. Etats-Unis
3. Singapour
4. Allemagne de l'ouest
5. Arabie Saoudite

**Statistiques relatives aux échanges commerciaux avec le Canada**  
(en millions de dollars CAN)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Exportations	257,6	240,9	272,8
Importations	81,8	114,2	147,7
Total	339,4 (+ 175,8)	335,1 (+ 126,7)	420,5 (+ 125,1)

Principales exportations du Canada

Blé  
Potasse  
Matériel ferroviaire  
Pâte de bois  
Soufre

Principales importations du Canada

Caoutchouc naturel  
Vêtements  
Contreplaqués  
Café  
Tissus

**Principaux débouchés pour les entreprises canadiennes, par secteur:**

1. Pétrole et gaz (exploration, forage, matériel et services de traitement)
2. Communications (télécommunications par satellite, rurales, télédétection)
3. Energie (thermique, hydraulique, nucléaire)
4. Transports

**Classification SEE:** Pays pouvant faire l'objet d'un financement

**Classification ACDI:** Pays de concentration (catégorie 1)

**Banque canadienne résidente:** Hong Kong Bank of Canada

**Représentants du Canada en Indonésie:** Jack Whittleton, Ambassadeur  
Doug Campbell, Conseiller (Affaires commerciales)  
Télex: 62131 DOMCAN;  
Téléphone à Jakarta: 510709  
Fax: 6221 578-2251

**Contact chargé des questions commerciales au ministère des Affaires extérieures:**  
John Clapp, direction de l'Expansion du commerce en Asie du Sud et du Sud-Est (PST)  
(Téléphone: (613) 996-5824)

**Représentants de l'Indonésie au Canada:** (Ottawa): Adiwoso Abubakur, Ambassadeur;  
Bes Soatarto, Conseiller Economique; Ottawa, Toronto et Vancouver: représentants commerciaux

**Conseil d'entreprise canado-indonésien:** Richard Mann, président. Téléphone à Toronto: (416) 766-8478

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS L'INDONÉSIE  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Pâte de bois	12 500	30 408	64 857
Soufre brut ou raffiné, n.d.a.	46 807	28 652	33 228
Chlorure de potassium (muriate)	23 009	23 489	30 967
Matières plastiques et caoutchouc synthétique non façonnés, n.d.a.	14 442	17 883	25 136
Chaudières mécaniques, équipement et pièces	1 211	62	22 283
Papier d'emballage écru (sulfite, sulfate)	5 442	3 877	12 578
Blé rouge de printemps, n.d.a., sauf les semences	62 830	36 409	11 143
Blé d'hiver de l'Alberta, sauf les semences	-	-	9 057
Tourteaux et semoule à base d'huile de colza	6 126	7 608	6 631
Rails de chemin de fer neufs	-	6 499	6 521
Matériel de télécommunications commerciales, n.d.a.	687	1 305	5 506
Résines de polyéthylène	5 221	4 883	5 314
Exportations non classifiables	5 368	5 426	4 697
Alcools et dérivés	1 824	4 900	4 517
Huile de colza	103	74	4 485
Zinc en blocs, gueuses et plaques	6 212	4 723	4 467
Amiante	1 785	2 876	3 886
Turbines à gaz et pièces	327	1 038	3 442
Machines de production de pétrole, charbon et gaz, et pièces, n.d.a.	263	681	2 420
Blé, sauf les semences, n.d.a.	-	-	2 330
Moteurs, turbines et pièces, n.d.a.	432	208	2 085
Machines et pièces pour produits chimiques et pharmaceutiques	1 416	734	2 028
Instruments, matériel de laboratoire et pièces, n.d.a.	34	38	1 963
Moteurs d'aéronefs et pièces	5 385	8 311	1 797
Fibres synthétiques, n.d.a.	2 135	2 118	1 752
Criblures de colza	-	-	1 635
Postes émetteurs-récepteurs de radio	1	-	1 623
Matériel et outillage de construction	7	1 134	1 331
Aluminium en barres, tiges, plaques, feuilles et cercles	6 495	4 730	1 224
Fils et câbles isolés	323	1 380	1 097
Assemblages d'aéronefs, matériel et pièces, n.d.a.	968	834	988
Pièces et accessoires de scies à chaîne	577	1 740	971
Matériel de fermes apicoles et avicoles et pièces, n.d.a.	631	1 327	742
Matériel de forage, machines et pièces connexes, n.d.a.	12 510	350	293
Carton-doublure	1 565	271	22
Locomotives et tenders, moteurs et pièces	-	20 675	8
Véhicules automobiles, n.d.a.	-	2 130	1
Papier journal	13 602	4 079	-
Total partiel	<u>240 238</u>	<u>230 852</u>	<u>285 416</u>
Total	<u>257 607</u>	<u>240 898</u>	<u>305 079</u>

COMPOSITION PAR CATÉGORIE

	1985		1986		1987	
	milliers \$	%	milliers \$	%	milliers \$	%
I Animaux vivants	137	-	201	-	519	-
II Denrées alimentaires	70 602	28	44 347	18	31 924	10
III Matières brutes non comestibles	50 806	20	33 709	14	44 074	15
IV Demi-produits non comestibles	96 243	37	109 749	46	165 076	54
V Produits finis	34 443	13	46 331	19	57 455	19
VI Transactions spéciales	5 376	2	6 561	3	6 031	2
	<u>257 607</u>	<u>100</u>	<u>240 898</u>	<u>100</u>	<u>305 079</u>	<u>100</u>
	240 898		305 079		257 607	

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE L'INDONÉSIE  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Caoutchouc naturel brut, sauf latex	24 855	36 657	47 959
Contreplaqué	14 148	22 244	39 136
Vêtements	21 523	18 736	23 510
Cuivre, minerais et concentrés	-	-	14 447
Textiles	5 018	8 844	11 499
Café vert	5 304	11 695	7 439
Or, minerais et concentrés	-	-	4 368
Thé noir, n.d.a.	3 745	2 738	3 562
Étain en blocs, gueuses et barres	635	1 355	1 936
Poivre moulu ou en grains	1 097	1 326	1 848
Métaux précieux, minerais et concentrés, n.d.a.	-	-	1 038
Biens retournés dans les cinq ans	34	2 498	975
Bois travaillé, n.d.a.	679	1 157	926
	<u>77 038</u>	<u>107 250</u>	<u>158 643</u>
Total partiel			
	<u>81 837</u>	<u>114 189</u>	<u>168 010</u>
Total			





- 5 -

MALAISIE



## MALAISIE

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La Malaisie est une fédération qui comprend la péninsule de Malaisie et les États de Sabah et de Sarawak. La population de 15 millions d'habitants est composée de Malais (45 %), de Chinois (35 %), d'Indiens et de Pakistanais (10,5 %), de tribus indigènes (9 %) et d'autres ethnies (0,7 %). La Malaisie est une démocratie parlementaire dirigée par un chef souverain (roi ou "Agong"), issu d'un groupe de neufs dirigeants malais héréditaires et élu par eux pour un mandat de cinq ans.

### SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Depuis la création de la Fédération en 1948, le pays est gouverné par une puissante coalition de partis ethniques appelée aujourd'hui Front national et dont le principal membre est l'Organisation nationale unie des Malais (ONUM). Le Front national a réussi à restructurer la société de façon pacifique au profit des Malais qui constituaient auparavant le groupe ethnique le plus pauvre. Datuk Sari Mahatir est président de l'ONUM depuis 1981 et bien que lui-même et son gouvernement du Front national aient été facilement réélus en août 1986, c'est avec justesse qu'il a été reconduit à la présidence du Parti en avril 1987. À la suite d'un procès intenté par un groupe de dissidents de l'ONUM, qui contestait le leadership de Datuk Sari Mahatir, l'ONUM était déclarée, en février 1988, organisation politique illégale en raison d'irrégularités d'enregistrement, puis dissoute. Un nouveau parti ONUM, sous la présidence de Datuk Sari Mahatir, est en cours d'organisation.

La Malaisie est largement tributaire des exportations de produits de base comme le caoutchouc, le bois d'oeuvre, l'étain et l'huile de palme. En 1986, la croissance du PIB a été de 1 %, par rapport à 5,2 % en 1985. De 2,5 % en 1987, il devrait atteindre 4 % en 1988. Annoncé en mars 1986, le V<sup>e</sup> Plan quinquennal (1986-1991) prévoit la relance de l'économie grâce au secteur privé.

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

M. Mahatir a fixé comme suit l'ordre des priorités de politique étrangère de la Malaisie: 1) l'ASEAN, 2) l'Organisation de la conférence islamique, 3) le mouvement des non-alignés et 4) le Commonwealth. La Malaisie a proposé et favorisé activement le concept d'une "zone de

paix, de liberté et de neutralité" dans la région de l'Asie du Sud-Est. Avec l'Indonésie, elle est à l'origine du principe Kuantan qui vise à rapprocher le Vietnam du groupement des pays de l'Asie du Sud-Est. La Malaisie a appuyé activement la position des pays producteurs sur les questions internationales touchant les produits de base. Enfin, elle a accordé une très grande priorité au renforcement des liens économiques avec le Japon et la Corée.

### RELATIONS BILATÉRALES

Les relations bilatérales ont été dominées par l'appartenance commune au Commonwealth et les vifs intérêt et appui que le Canada manifeste à l'égard de l'ASEAN et de l'aide au développement. L'Accord général concernant l'aide au développement signé en 1986 devrait faire du Canada l'une des premières sources d'expertise et de biens d'équipement destinés au développement. Les échanges entre le Canada et la Malaisie sont assujettis à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et la Malaisie bénéficie du tarif de préférence général consenti par le Canada aux pays en développement. Les exportations canadiennes destinées à la Malaisie se sont élevées à 118,3 millions de dollars en 1987 tandis que les importations ont été évaluées à 187,2 millions de dollars. Environ 3 500 jeunes Malais font leurs études au Canada. Ce chiffre représente une baisse considérable par rapport aux 6 000 étudiants inscrits il y a quelques années. En septembre 1987, M. Mahatir est venu au Canada assister à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) de Vancouver.

## SURVOL COMMERCIAL

La hausse des cours des produits de base et une gestion prudente de la dette remettent graduellement l'économie malaisienne sur le sentier d'une croissance modeste, établie à 2 % pour 1987 et 4 % pour 1988 dans le budget que le gouvernement a présenté en octobre 1987.

Nos petites et moyennes entreprises sont surtout intéressées par le fait que la Malaisie importera probablement pour 15 milliards \$ CAN de produits en 1988 pour répondre à la demande des industries et des consommateurs. La part canadienne du marché malaisien a toujours oscillé autour de 1 %. Notre technologie est cependant comparable à celle de nos concurrents, et la dépasse nettement dans plusieurs secteurs. En 1987, nos exportations en Malaisie totalisaient 118,4 millions \$ comparativement à 103,6 millions \$ en 1986, soit une progression d'environ 14 %. Nos importations depuis la Malaisie ont augmenté de 25,3 %, passant de 149,6 millions \$ en 1986 à 187,3 millions \$ en 1987.

Le Canada avait un kiosque d'information à la foire asiatique des services de défense tenue en mars 1988. En février 1987, nous avons accueilli une mission de la Malaisie sur les télécommunications; de plus, une mission canadienne sur la télédétection s'est rendue en Malaisie, où elle a organisé un séminaire. La Malaisie a aussi pris part à un certain nombre de missions mises sur pied par l'ASEAN; par exemple les missions sur le conditionnement et l'emballage des aliments, sur l'élevage, sur les télécommunications en milieu rural et sur le transport et la distribution de l'électricité, ainsi qu'à une visite d'études de l'ASEAN sur les NCM. On a achevé, dans le cadre de la Stratégie nationale du commerce, l'étude sur le marché du matériel et des fournitures pour utilisation médicale et l'étude sur les produits de sécurité. D'autres études de marché ont été achevées ou sont sur le point d'être publiées.

En ce qui a trait aux NCM, les vues de la Malaisie sont teintées par le fait que son économie repose fortement sur l'exportation de produits de base. Par conséquent, les objectifs de la Malaisie sont centrés sur une amélioration de l'accès aux marchés par des négociations au sein des groupes d'étude sur les produits tropicaux, sur les produits agricoles et sur les produits à base de ressources naturelles.

## OBJECTIFS DE COMMERCIALISATION

Les secteurs suivants offrent d'excellentes possibilités aux exportateurs canadiens:

1. Communications et informatique: Avec la privatisation de la compagnie de téléphone, la priorité est mise sur la valorisation des compétences techniques et administratives, sur la modernisation, sur l'élargissement des services et sur l'introduction de toute une gamme de services à valeur ajoutée. L'amélioration des services de radiodiffusion et l'introduction de techniques de télédétection se poursuivent également.
2. Produits et services agricoles et alimentaires: La croissance de la population, l'augmentation du revenu par habitant et l'urbanisation rapide ont fait croître la demande de produits alimentaires que la Malaisie continue d'importer (1,7 milliard \$ CAN chaque année). Les achats à l'étranger resteront importants, tout comme les possibilités de ventes de matériel de conditionnement des aliments, de technologie et de produits de l'élevage.
3. Matériel et services électriques et énergétiques: Au nombre des programmes de mise en valeur des ressources gazières de la Malaisie, mentionnons le projet de gazoduc de la Péninsule (1 milliard \$ CAN), la construction de stations de GNC et l'aménagement d'un système de distribution pour usages domestiques, projets qui offrent des possibilités de ventes de services de consultants et de matériel. Petronas a signé 5 nouveaux accords d'exploration et de production, et des services sismiques ainsi que du matériel de forage offshore seront requis.
4. Matériel et services électriques et énergétiques: Le National Electricity Board, le SEB et la SESCO poursuivent un programme d'élargissement et de renforcement des réseaux de transport et de distribution de l'énergie électrique, des projets d'amélioration de l'efficacité de l'exploitation du système, ainsi que la conversion au gaz d'usines utilisant du mazout. Les plans se poursuivent également pour l'interconnexion du système avec les pays voisins membres de l'ASEAN.
5. Systemes et matériel de transport: Une étude sur les transports nationaux est actuellement menée (avec la participation de consultants canadiens) pour définir une stratégie de développement de tous les modes de transport dans les 20 prochaines années. Le programme de mise en oeuvre devrait donner des possibilités aux consultants et aux fournisseurs de matériel destiné aux chemins de fer, aux aéroports, aux ports, etc.

6. Produits de défense: Les dépenses de défense devraient s'accroître d'ici le milieu de 1988 dans le prolongement d'un réexamen budgétaire. Avec la participation du Canada à DSA 88 en mars et la préparation d'une mission sur le matériel de défense, la Malaisie devrait se montrer davantage intéressée à acheter des produits de défense canadiens.

PERSONNES À CONTACTER:

M. M. Romoff  
Conseiller  
(Affaires commerciales)  
Haut commissariat du Canada  
Plaza MBF, 7<sup>th</sup> Floor  
Jalan Ampang  
50450 KUALA LUMPUR  
Malaysia  
(Adresse postale)  
P.O. Box 10990,  
50732 KUALA LUMPUR,  
Malaysia

M. Roman Hruby  
Agent de secteur - Malaisie,  
Direction de l'Expansion du  
commerce en Asie et  
dans le Pacifique Sud  
Ministère des Affaires  
extérieures  
Édifice L.B. Pearson  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0G2

Téléphone: (03) 261-2000

Téléphone: (613) 992-0959

Télex: Code de destination 84)  
30269  
(DOMCAN MA 30269)

Télex: 053-3745

Télécopieur: 60-3-2613428

Télécopieur: (613) 996-9288

FICHE DOCUMENTAIRE - MALAISIE

Mars 1988

**Superficie:** 329 744 km carrés

**Population:** 16,1 millions d'habitants (1986)

**Capitale:** Kuala Lumpur

**Régime de gouvernement:** Monarchie constitutionnelle

**Chef d'État:** Yang di-Pertuan Agong, Sultan Iskandar

**Premier ministre:** Dato Seri Dr. Mahathir Mohamad

**Ministre du Commerce et de l'Industrie:** Datin Paduka Rafidah Aziz

**Langues:** Bahasa Malaysia, anglais, chinois, tamoul

**Composition ethnique:** Malais 50 %, chinois 33 %, indiens 10 %, tribus indigènes 7 %

**PIB:** (1986) 27,7 milliards \$US **Revenu par habitant:** 1 720 \$US

**Unité monétaire:** le ringgit malaisien = 0,50 \$CAN.

**Taux d'inflation:** 0,7 % **Taux de chômage:** 9 %

**Ratio du service de la dette:** 18,8 % (1986)

**Principaux partenaires commerciaux (1986):**

<u>Exportations</u> (Total: 13,8 milliards \$US)		<u>Importations</u> (Total: 10,8 milliards \$US)	
1. Japon	3,1 milliards \$	1. Japon	2,2 milliards \$
2. Singapour	2,4	2. États-Unis	2,0
3. États-Unis	2,3	3. Singapour	1,6
4. Corée du Sud	0,7	4. Royaume-Uni	0,5
5. RFA	0,5	5. RFA	0,5

**Statistiques du commerce canadien:** (en milliers \$CAN)

	1985	1986	1987
Exportations	204 350	103 645	118 387
Importations	146 067	149 630	187 277
Solde	+ 53 283	- 45 985	- 68 890

Principales exportations canadiennes (1987)

Chlorure de potassium, muriate  
Papier journal et papier  
Pâte de bois  
Amiante  
Matériel et pièces pour téléphones

Principales importations canadiennes (1987)

Caoutchouc naturel brut, sauf latex  
Vêtements  
Produits textiles  
Thon en conserve  
Transformateurs électroniques et pièces

**Principaux débouchés pour les entrepreneurs canadiens:**

1. Communications et informatique
2. Produits alimentaires et agricoles, et services
3. Matériel et services d'exploitation pétrolière et gazière
4. Matériel et services de production d'hydro-électricité et d'énergie
5. Systèmes et matériel de transport





PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA MALAISIE  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Chlorure de potassium (muriate)	18 465	19 072	26 204
Papier journal	12 074	15 553	16 048
Exportations non classifiables	9 322	10 667	9 974
Pâte de bois	900	3 154	8 768
Amiante	5 033	4 667	7 540
Appareils téléphoniques, matériel et pièces	7 056	4 846	3 167
Soja	1 192	1 662	2 885
Résines de polyéthylène	2 174	2 601	2 679
Papier d'emballage écru (sulfite, sulfate)	4 233	1 016	2 660
Alcools et dérivés	2 013	3 326	2 473
Huile de colza	-	-	2 178
Feuilles et feuillets d'acier ordinaire, laminés à chaud	-	-	1 961
Papier à reproduction et papier à écrire	16	-	1 947
Pièces de machines pour l'industrie des pâtes et papiers	141	2 496	1 871
Matières plastiques et caoutchouc synthétique non façonnés, n.d.a.	383	521	1 675
Blé d'hiver de l'Alberta, sauf les semences	-	-	1 670
Semi-conducteurs et pièces	179	1 846	1 652
Papier journal de pâte mécanique, n.d.a.	26	-	1 637
Tissus recouverts de caoutchouc pour armature de pneus	735	741	1 502
Perforatrices de cartes, trieuses, tabulatrices et pièces	2 730	1 949	1 416
Zinc en blocs, gueuses et plaques	2 411	1 188	1 260
Machines pour l'industrie des pâtes et papiers	104 081	10 457	1 182
Blé rouge de printemps, n.d.a., sauf les semences	11 300	-	985
Fibres synthétiques, n.d.a.	441	1 819	616
Assemblages d'aéronef, matériel et pièces, n.d.a.	1 060	1 104	494
Textiles	1 091	-	279
Machines industrielles tout usage et pièces, n.d.a.	33	1 262	1
Véhicules automobiles, n.d.a.	1 474	107	-
Soufre brut ou raffiné, n.d.a.	2 533	-	-
<b>Total partiel</b>	<u>191 096</u>	<u>90 054</u>	<u>104 724</u>
<b>Total</b>	<u>204 350</u>	<u>103 781</u>	<u>118 387</u>

1. Commerce de détail et de gros

2. Produits agricoles et agricoles, et services

3. Industrie et services d'exploitation pétrolière et gazière

4. Matériel et services de production d'énergie électrique et thermique

5. Systèmes et matériel de transport

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE LA MALAISIE  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Caoutchouc naturel brut, sauf latex	35 084	30 885	40 166
Vêtements	21 005	23 607	32 397
Thon en conserve	2 476	10 414	13 526
Textiles	9 564	15 450	11 679
Transformateurs électroniques et pièces	2 847	4 019	7 207
Huile de palmiste	8 373	4 047	5 676
Huile de palme	18 592	4 485	4 456
Fenêtres, cadres de portes et de fenêtres, en bois	2 453	3 322	4 228
Bois travaillé, n.d.a.	980	1 134	3 915
Composants de matériel électronique, n.d.a.	1 395	3 450	3 764
Semi-conducteurs	1 213	1 216	3 755
Postes récepteurs de radio, n.d.a., sauf les pièces	2 246	3 958	3 701
Radios-phonos	475	3 969	3 433
Fours à micro-ondes	-	3 918	3 427
Jouets et jeux	2 154	2 015	3 339
Crabe en conserve	363	1 419	3 062
Appareils téléphoniques, matériel et pièces	4 358	3 408	2 867
Urée	-	-	2 408
Gants et mouffles	2 456	2 944	2 148
Coques en conserve	395	444	2 137
Téléviseurs couleurs de moins de 19 pouces	3 883	3 347	2 100
Huile de coco	6 870	347	2 077
Minerai de bauxite	-	-	1 452
Ordinateurs électroniques et pièces	53	597	1 333
Biens retournés dans les cinq ans	718	210	1 318
Condensateurs électroniques et pièces	1 092	1 019	1 086
Circuits intégrés	1 506	1 352	1 064
Feuilles de caoutchouc, n.d.a.	1 358	952	899
Fusibles, prises de fusibles, coupe-circuits et pièces	2 079	1 065	819
Tracteurs d'occasion	-	1 826	-
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total partiel	134 168	134 819	169 439
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total	146 067	150 204	187 277



- 6 -

PHILIPPINES



## LES PHILIPPINES

### Introduction

Les Philippines sont un archipel qui compte environ 7 000 îles et a une population d'environ 56 millions d'habitants. Elles possèdent des ressources naturelles étendues (minéraux, agriculture et pêche) et une main d'oeuvre industrielle assez bien formée. Mais la base manufacturière et industrielle du pays s'est beaucoup affaiblie durant le régime Marcos, du fait d'irrégularités financières et d'abus. Depuis que le gouvernement Aquino est venu au pouvoir en février 1986, des signes de croissance se sont manifestés dans l'économie, ce qui a renversé la tendance antérieure au ralentissement de l'activité économique qui était évidente dès 1982. Divers facteurs obscurcissent les perspectives futures: incertitude politique causée par un manque de loyauté dans certains groupes pro-Marcos à l'intérieur des Forces armées, et la force, d'une façon plus générale, du lobby pro-Marcos dans certaines régions; le mécontentement populaire à l'égard des progrès de la réforme agraire; la rébellion communiste; et l'agitation en vue de l'autonomie musulmane dans les provinces du Sud. Tant que les chances de solution de ces problèmes demeureront faibles et seront perçues comme telles, il n'est guère probable qu'il y ait un volume d'affaires et d'investissements étrangers suffisant pour soutenir la croissance économique, et le gouvernement continuera d'assumer un service de la dette étrangère assez lourd. Néanmoins, la présidente Aquino en particulier, et le gouvernement d'une façon plus générale jouissent d'un appui populaire fort et étendu.

### Situation politique et économique

Au cours des deux dernières années, le gouvernement Aquino s'est attaqué aux grands problèmes auxquels font face le gouvernement et la nation. L'un des plus urgents est la réforme agraire, mise en marche par un décret-loi de la présidente Aquino et pour laquelle une commission présidentielle a été créée. C'était l'une des premières questions à l'ordre du jour du nouveau Congrès qui doit envisager des mesures législatives concernant les limitations des avoirs fonciers, la distribution des terres et la durée du programme.

La Nouvelle armée populaire, qui est l'aide militaire du Parti communiste des Philippines, continue d'être un mouvement actif de rébellion. Elle a récemment adopté la stratégie du recours aux escadrons de la mort, principalement à Manille, comme un moyen de se maintenir en vue et de créer un sentiment d'instabilité.

Un autre problème important du gouvernement est celui du mouvement autonomiste musulman dans les îles du Sud. Celui-ci réclame l'autonomie pour 13 provinces, bien que les musulmans ne constituent une majorité que dans quatre ou cinq provinces. Cela demeure un problème épineux.

L'économie a connu un redressement marqué sous le gouvernement Aquino. Elle a atteint un taux de croissance de 1,5 % en 1986, après deux années de croissance négative, et de 5 % en 1987. La croissance a été impulsée en grande partie par le secteur public, la construction et les travaux publics connaissant de hauts niveaux d'activité. Toutefois, pour que ce niveau de croissance économique se maintienne, il faut que le gouvernement redonne de la vitalité au secteur productif de l'économie et améliore les finances du secteur public ainsi que la gestion des devises étrangères. Il sera indispensable, en outre, de continuer de faire régner la stabilité politique afin d'attirer les investissements nationaux et étrangers sans lesquels il sera difficile de soutenir le niveau de croissance économique récemment atteint. Le gouvernement attache beaucoup d'importance à la libéralisation de l'environnement commercial et encourage le secteur privé en tant que moteur de la croissance économique.

### Politique étrangère

Bien que les Philippines conservent des liens étroits avec les États-Unis, elles sont membres à part entière de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN), groupement régional fortement cimenté et animé par un dessein politique commun depuis 20 ans. En tant qu'organisme régional, et au niveau des diverses nations qui la composent, l'ASEAN appuie les intérêts généraux de l'Occident dans les tribunes internationales, où elle partage certaines des vues du Canada sur des questions comme la libéralisation du commerce, le droit de la mer, et la paix et le désarmement.

Tout en adhérant au mouvement des non-alignés, le gouvernement des Philippines reconnaît l'importance que les bases américaines ont pour la sécurité et la stabilité régionales. Il a délibérément minimisé les divergences avec les États-Unis concernant la forme de la coopération et des accords futurs face aux appels nationalistes en vue de la fermeture des bases.

### Relations entre le Canada et les Philippines

Les relations du Canada avec les Philippines sont fortes, tant au plan bilatéral que dans le contexte de



l'ASEAN. Le Canada a été l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau gouvernement Aquino et a été le premier pays à lui accorder des crédits à l'exportation (par l'intermédiaire de la SEE). Il manifeste beaucoup d'intérêt aux Philippines, en raison de l'importante communauté philippino-canadienne qui compte environ 130 000 personnes, et en partie en raison de l'énorme bonne volonté que la présidente Aquino a suscitée au plan international.

Après une visite faite en juillet 1986 par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, le Canada a approuvé une aide au développement de 100 millions \$ sur une période de cinq ans. Par la suite, le ministre de l'Éducation des Philippines, M. Quisumbing, le commissaire aux droits de la personne, M. Aportadera, et le commissaire à l'éthique gouvernementale, M. Diaz, ont chacun visité le Canada. Parmi les visiteurs canadiens aux Philippines se trouvaient le sénateur Alistair Graham, une délégation parlementaire dirigée par l'honorable Steve Paproski en novembre dernier, un groupe de travail parlementaire sur les affaires de la sécurité en février 1988, et le chef de l'État-major de la Défense Manson en décembre 1987.

Le gouvernement du Canada saisit toutes les occasions de réaffirmer son soutien au gouvernement des Philippines au moment où celui-ci s'attaque aux questions de réforme sociale et économique, redonne de la vitalité à l'économie, rétablit la démocratie et renforce les institutions démocratiques.

## LE COMMERCE EN BREF

L'économie des Philippines semble connaître une reprise vigoureuse après avoir enregistré un taux de croissance négatif pendant tout près de trois ans. Le PNB, dont la croissance atteignait à peine 0,13 p. 100 en 1986, s'est accru de 5,1 p. 100 en 1987. Les investissements (locaux et étrangers) ont augmenté d'environ 10 p. 100 pour la première moitié de 1987, et le nouveau code de l'investissement est venu libéraliser davantage encore les stimulants fiscaux offerts aux entreprises nouvellement créées ou en expansion. Les grands obstacles à l'investissement demeurent : le climat d'instabilité politique, l'agitation ouvrière et les restrictions touchant la prise de participation. La majorité des investisseurs étrangers voudraient conserver entièrement le contrôle de leurs investissements locaux, présentement limités par les restrictions touchant les pourcentages de participation au capital (à 40 p. 100 étranger et à 60 p. 100 local dans la plupart des secteurs) imposées par la nouvelle constitution.

Les efforts de privatisation, de dérèglementation et de libéralisation des importations du gouvernement des Philippines portent fruit. Aux termes d'un accord de principe intervenu avec leurs créanciers publics et privés, les autorités ont obtenu un rééchelonnement des paiements du principal et des intérêts d'une partie importante de la dette extérieure nationale, qui atteindrait les 29 milliards de dollars. Le service de la dette n'en continuera pas moins d'absorber 40 p. 100 du budget national et 45 p. 100 des recettes d'exportation. Dans le but de réduire cette dette, le gouvernement a proposé des formules originales de conversion de la dette en participation au capital. Les apports d'APD sont de plus en plus souvent injectés dans l'exécution de projets au lieu d'être simplement affectés au soutien de la balance des paiements. Quant au réaménagement de la dette contractée auprès de banques privées, le gouvernement compte obtenir le renouvellement d'une marge de crédit commercial de 1 à 2 milliards, et effectuer de nouveaux emprunts étrangers d'environ 1 milliard en 1988.

Les perspectives commerciales du Canada aux Philippines se sont considérablement améliorées depuis un an. Les exportations canadiennes se sont élevées à 122 millions de dollars en 1987, soit une augmentation de 147 p. 100 par rapport au niveau enregistré en 1986, ce qui représente une part croissante du marché. Six

études de faisabilité financées par le MCPP de l'ACDI ont été approuvées, et l'assistance en produits de base consentie dans le cadre du programme d'aide bilatérale de l'ACDI totalise déjà 15 millions de dollars (en produits livrés ou en contrats). La Commission canadienne du blé vend à nouveau du blé de mouture et des céréales fourragères aux moulins à provende et à blé des Philippines. La SEE manifeste un regain d'intérêt pour le pays, et des entreprises canadiennes participent à plusieurs projets d'immobilisation de grande envergure (centrale thermique II de Calaca, Programme d'extension du réseau téléphonique PLDT, projet charbonnier de Semirara, réseau de métro léger, projet de Rockwell). Parmi les investissements canadiens projetés figurent l'entreprise d'extraction de cuivre et d'or en coparticipation avec la société Lepanto, et l'acquisition par la banque de Nouvelle-Écosse de 40 p. 100 du capital-actions d'une banque locale.

#### OBJECTIFS CANADIENS EN MATIÈRE DE COMMERCIALISATION

Les secteurs suivants revêtent une importance particulière aux Philippines :

1. Électricité et énergie -- Compte tenu des graves pénuries d'énergie (attribuables à la mise au rancart du projet de centrale nucléaire et à la croissance de la demande), le gouvernement accorde une priorité particulièrement élevée à ce secteur. Bon nombre de projets qui se profilent à l'horizon intéressent les IFI et les institutions bilatérales de soutien aux exportations et d'aide.
2. Télécommunications -- Le réseau métropolitain de Manille est appelé à être prochainement considérablement étendu. Le réseau de base qui dessert toutes les régions du pays doit être modernisé et étendu, et le gouvernement a entrepris d'améliorer sensiblement le service offert dans les zones rurales. Les communications internationales par satellite et par câble sous-marin sont en voie d'être améliorées.
3. Achats de la Banque asiatique de développement -- Les achats de la BASD totalisent plus d'un milliard de dollars par année, en bonne partie dans des secteurs correspondant aux capacités canadiennes, soit ceux de l'énergie et de l'électricité, des transports et des communications. Tous les achats sont effectués par voie d'appel à la concurrence internationale. Les paiements sont garantis. Pour l'instant, la majorité des prêts sont consentis à des organismes publics, mais la nouvelle division de prêts au secteur privé ouvrira bientôt de nouveaux marchés.

4. Agriculture et alimentation -- La production agricole destinée aux marchés local et étranger enregistre une croissance rapide. Le démantèlement des monopoles agricoles du sucre, de la noix de coco et de la banane ainsi que la croissance de la demande ont eu pour effet d'augmenter les profits des cultivateurs. Les anciens champs de canne à sucre sont réaménagés pour servir à l'élevage de la crevette et à de nouvelles cultures tropicales.

PERSONNES-RESSOURCES

M. David Walter Brown \*  
Conseiller (commercial)  
Ambassade du Canada  
9th Floor, Allied Bank Centre  
6754 Ayala Avenue,  
Makati, Metro Manila,  
Philippines 3117  
(Adresse postale:  
P.O. Box 971, Makati Central  
Office, Metro Manila,  
Philippines, 3117)

M<sup>me</sup> Louise Branch  
Responsable de secteur -  
Philippines  
Direction de  
l'expansion du commerce  
en Asie et Pacifique  
Sud (PST)  
Ministère des Affaires  
extérieures  
125, promenade Sussex  
OTTAWA (Ontario)  
K1A 0G2

Tél. : (632) 815-9536 à 41

Tél. : (613) 995-7680

Télex : (code de destination  
75) 63676  
(63676 DOMCAN PN)

Télex : 053-3745 EXTERNAL  
OTT

Télécopieur : 011-63-2-815-9595

Télécopieur :  
(613) 996-9288

\* M. David McNamara - nouveau conseiller commercial à  
compter de septembre 1988

FICHE DOCUMENTAIRE - PHILIPPINES

Mars 1988

**Superficie:** 300 439 km carrés  
**Population:** 57,4 millions d'habitants (1987) - 15<sup>e</sup> rang pour sa population

**Capitale:** Manille  
**Régime de gouvernement:** Démocratie

**Président:** Présidente Corazon Aquino  
**Vice-président:** Salvador Laurel

**Ministre du Commerce et de l'Industrie:** José Conception Jr.

**Langues:** Tagalog (l'anglais largement parlé)  
**Composition ethnique:** Surtout malais, chinois, mais aussi indiens, japonais, arabes et espagnols

**PIB:** 32,5 milliards \$US (1987) **Revenu par habitant:** 568 \$US (1987)

**Unité monétaire:** peso = 6,3 φCAN.

**Taux d'inflation:** 5,2 % (1987) **Taux de chômage:** 10,6 % (1987)

**Ratio du service de la dette:** 30,5

**Principaux partenaires commerciaux (1987):**

**Exportations (Total: 5,3 milliards \$)**

1. États-Unis
2. Japon
3. Allemagne de l'Ouest
4. Royaume-Uni
5. Hong Kong

**Importations (Total: 6,0 milliards \$)**

1. États-Unis
2. Japon
3. Hong Kong
4. Arabie saoudite
5. Allemagne de l'Ouest

**Statistiques du commerce canadien: (en milliers \$CAN)**

	1985	1986	1987
Exportations	46,4	49,5	122,1
Importations	109,1	109,4	107,1
Solde	- 62,7	- 59,9	+ 15,0

Principales exportations

canadiennes	(\$CAN) 1987
Blé roux de printemps, nda, sauf semences	(21,4)
Concentrés de minerai de fer	(12,3)
Matières plastiques et caoutchouc synthétique	(10,5)
Feuilles et feuillards d'acier ordinaire, laminés à chaud	( 9,8)
Pâte de bois	( 8,4)
Urée	( 7,9)

Principales importations

canadiennes	(\$CAN) 1987
Vêtements	(31,6)
Huile de noix de coco	( 8,3)
Gants et mitaines	( 3,1)
Ananas en conserve	( 6,4)
Noix de coco séchée	( 5,2)
Mobilier	( 4,2)
Thon en conserve	( 4,1)

**Principaux débouchés pour les entrepreneurs canadiens:**

1. Énergie
2. Télécommunications
3. Graines et oléagineuses
4. Produits agricoles et alimentaires
5. Transport

**Classification SEE:** Pays bénéficiant d'un financement

**Classification ACDI:** Pays de la catégorie I (Programme de 100 millions \$ à dépenser en 5 ans)

**Banques canadiennes résidentes:** Banque de Nouvelle-Écosse (Participation au capital social)

**Représentants canadiens aux Philippines:**

Ambassadeur - Russell Davidson

Conseiller commercial - David Brown

**Contact chargé des questions commerciales à PST/ministère des Affaires extérieures:** Louise Branch (613) 995-7680

**Représentants philippins au Canada:**

Ambassadeur - Sergio Barrera, Ottawa, consulats à Vancouver et Toronto

Principales exportations canadiennes (1987)	Principales importations canadiennes (1987)
Urée (1.8)	Urée (1.8)
Fécule de maïs (1.5)	Fécule de maïs (1.5)
Produits agricoles et alimentaires (1.4)	Produits agricoles et alimentaires (1.4)
Bois de copeaux (1.2)	Bois de copeaux (1.2)
Bois de copeaux (1.1)	Bois de copeaux (1.1)
Bois de copeaux (1.0)	Bois de copeaux (1.0)
Bois de copeaux (0.9)	Bois de copeaux (0.9)
Bois de copeaux (0.8)	Bois de copeaux (0.8)
Bois de copeaux (0.7)	Bois de copeaux (0.7)
Bois de copeaux (0.6)	Bois de copeaux (0.6)
Bois de copeaux (0.5)	Bois de copeaux (0.5)
Bois de copeaux (0.4)	Bois de copeaux (0.4)
Bois de copeaux (0.3)	Bois de copeaux (0.3)
Bois de copeaux (0.2)	Bois de copeaux (0.2)
Bois de copeaux (0.1)	Bois de copeaux (0.1)

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LES PHILIPPINES  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Blé rouge de printemps, n.d.a. sauf les semences	-	-	21 459
Minerai de fer concentré	4 325	4 642	12 306
Feuilles et feuillets d'acier ordinaire, laminés à chaud	-	5 768	9 895
Matières plastiques et caoutchouc synthétique non façonnés, n.d.a.	243	1 898	9 125
Pâte de bois	8 709	4 921	8 469
Urée	-	-	7 924
Orge	-	-	7 847
Résines de polyéthylène	333	1 555	4 388
Chlorure de potassium (muriate)	2 811	1 872	3 687
Fibres synthétiques, n.d.a.	3 774	2 979	3 626
Zinc en blocs, gueuses et brames	3 551	3 561	2 938
Alcools et dérivés	1 993	2 934	1 844
Ammoniaque anhydre	-	-	1 635
Carton ondulé pour conteneurs, n.d.a.	623	992	1 607
Pellicule et feuilles en matière plastique	101	168	1 497
Engrais et matériel pour engrais, n.d.a.	-	-	1 201
Soufre brut ou raffiné, n.d.a.	1 106	994	730
Lait en poudre, lait écrémé	2 114	761	689
Semi-conducteurs et pièces	1 689	237	161
Charbon	2 816	2 786	-
Blé, sauf les semences, n.d.a.	-	2 454	-
<b>Total partiel</b>	<u>34 193</u>	<u>38 522</u>	<u>101 028</u>
<b>Total</b>	<u>45 792</u>	<u>49 477</u>	<u>122 095</u>

COMPOSITION PAR CATÉGORIE

	<u>1985</u>		<u>1986</u>		<u>1987</u>	
	milliers \$	%	milliers \$	%	milliers \$	%
I Animaux vivants	560	1	449	1	257	-
II Denrées alimentaires	3 361	8	4 963	10	32 583	27
III Matières brutes non comestibles	12 573	27	11 746	25	17 198	14
IV Demi-produits non comestibles	21 649	48	27 111	55	61 520	50
V Produits finis	6 532	14	4 803	8	10 164	9
VI Transactions spéciales	<u>1 117</u>	<u>2</u>	<u>405</u>	<u>1</u>	<u>383</u>	<u>-</u>
	45 792	100	49 477	100	122 095	100

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DES PHILIPPINES  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Vêtements	22 985	29 201	32 021
Huile de coco	6 134	1 595	8 344
Gants et mouffles	8 268	9 391	8 205
Ananas en conserve	9 425	6 233	6 408
Noix de coco dessechée	7 304	4 613	5 231
Meubles	2 735	3 763	4 528
Thon en conserve	7 574	3 075	4 112
Biens retournés dans les cinq ans	901	725	2 543
Textiles	781	1 223	2 348
Chaussures	2 946	1 950	2 267
Vannerie, boîtes, boîtes métalliques, sacs d'usage domestique, n.d.a.	1 486	1 593	2 257
Jus de fruits concentré, congelé ou non	127	1 347	2 125
Chrome (minerais et concentrés)	731	1 436	1 810
Bois d'oeuvre (acajou)	1 283	1 636	1 517
Ordinateurs électroniques et pièces	-	-	1 317
Fenêtres, cadres de portes et de fenêtres, en bois	2 159	1 454	1 082
Café vert	9 465	17 470	1 074
Bois travaillé	646	1 082	767
Poupées, jouets et pièces	283	2 505	581
Jus d'ananas, non concentré	1 856	1 470	484
Circuits intégrés	2 495	514	382
Montres-bracelets	2 886	35	1
Déchets de cuivre	2 019	-	-
<b>Total partiel</b>	<u>94 439</u>	<u>92 301</u>	<u>89 404</u>
<b>Total</b>	<u>109 080</u>	<u>109 411</u>	<u>107 146</u>

COMPOSITION PAR CATEGORIE

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Produits agricoles	1 117	1 117	1 117
Produits miniers	731	1 436	1 810
Produits manufacturés	92 581	89 748	86 477
Autres	1 021	1 000	900
<b>Total</b>	<u>105 450</u>	<u>102 301</u>	<u>99 304</u>



- 7 -

SINGAPOUR



## SINGAPOUR

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Située à l'extrémité de la péninsule malaise, l'île de Singapour constitue avec les 54 îlots voisins la République de Singapour, d'une superficie de 622 km<sup>2</sup>. En majorité chinoise (76 %), sa population comprend également des Malais, des Indiens et divers autres groupes ethniques. Singapour est une démocratie parlementaire.

### SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Depuis sa séparation de la Malaisie en 1965, Singapour est une république indépendante. Le pouvoir exécutif est confié, non au chef de l'État, le président Wee Kim Wee, mais au premier ministre et à son Cabinet. Le Parti d'action populaire (PAP), qui est dirigé par M. Lee Kuan Yew, a gagné toutes les élections générales depuis 1959, mais lors des deux dernières élections (1980 et 1984), il a vu sa part du vote populaire baisser de 75 % à 65 %. On reconnaît toutefois généralement que c'est aux politiques sociales et économiques du PAP que Singapour doit sa place de centre commercial et économique dynamique en Asie du Sud-Est.

Sans ressources naturelles, Singapour doit sa prospérité à une main-d'oeuvre industrielle et à une situation géographique stratégique. Les objectifs du gouvernement sont donc de développer Singapour de façon à ce qu'elle devienne le principal centre des finances, des communications et des transports de la région. Après la chute de la croissance réelle à - 2,6 % en 1986, le gouvernement prend un certain nombre de mesures pour rectifier cette contre-performance qui ressemble si peu à ce qu'a connu Singapour. Ces mesures comprennent une réduction des taxes foncières, de l'impôt sur les sociétés et des impôts personnels, et une augmentation des dépenses publiques. En conséquence, la croissance réelle a augmenté de façon spectaculaire pour atteindre 8,1 % en 1987 et, selon les observateurs, elle devrait être de 6 % en 1988.

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La politique étrangère de Singapour est pragmatique. Le pays a tendance à envisager les problèmes d'abord en fonction de son développement économique. Étant

donné sa taille, Singapour a intérêt à voir l'ASEAN, dont elle est membre, continuer de se doter de mécanismes forts pour faire face aux situations nouvelles sur les plans international et politique. Singapour étant largement tributaire des échanges financiers et commerciaux internationaux, des questions comme le protectionnisme, la crise internationale de la dette, la baisse des prix des denrées de base, la disponibilité des crédits d'investissement et l'instabilité des prix du pétrole, revêtent pour elle une importance cruciale.

Des points de vue politique et économique, Singapour a assumé une importance sans rapport avec sa taille. Au sein d'organisations internationales comme l'ONU, le FMI ou le GATT, Singapour s'est imposée comme un interlocuteur raisonnable et modéré dans ses interventions auprès des groupes de pays en développement, notamment en ce qui concerne les questions soulevées par le dialogue Nord-Sud; elle se montre aussi souvent le porte-parole le plus énergique et le plus éloquent de l'ASEAN.

#### RELATIONS BILATÉRALES

Les relations du Canada avec Singapour sont bonnes, quoique limitées. Elles sont fondées sur leur appartenance commune au Commonwealth, leur façon similaire d'envisager les problèmes internationaux et le soutien que le Canada apporte à l'ASEAN. En 1987, nos exportations à Singapour se sont élevées à 167,9 millions de dollars, par rapport à 261 millions pour nos importations de ce pays. Les accords bilatéraux que nous avons signés visent les investissements, la double imposition et le financement de projets par la SEE, par l'intermédiaire des cinq grandes banques canadiennes qui sont toutes représentées dans ce pays. Singapour a manifesté un très vif intérêt à l'égard de l'accord de libre-échange canado-américain. En mai 1987, le Canada et Singapour ont renégocié leur accord aérien bilatéral. L'Ontario et le Québec ont ouvert des bureaux à Singapour. À l'heure actuelle, quelque 2 000 Singapouriens font leurs études dans divers établissements du Canada. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué une visite à Singapour en juin 1987, à l'occasion de la Conférence post-ministérielle de l'ASEAN. De son côté, le premier ministre Lee Kuan Yew a assisté à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui s'est tenue en octobre 1987 à Vancouver.

## SURVOL COMMERCIAL

En 1986, selon Wharton Econometrics, les importations de Singapour représentaient 23,6 milliards \$ US, et ses exportations quelque 21,4 milliards \$ US. En 1986, notre part des importations de Singapour représentait moins de 0,5 %, alors que notre part des exportations était d'environ 0,7 %. En 1987, notre commerce avec Singapour s'est accru sensiblement alors que nos exportations vers ce pays passaient de 146,3 millions \$ à 168,0 millions \$ (hausse de 14,8 %), et que nos importations progressaient de 211,0 millions \$ à 261,9 millions \$ pour représenter 24,1 % du total de nos importations.

Pendant l'année financière 1987-1988, le ministère des Affaires extérieures a parrainé les activités suivantes à Singapour dans le cadre du PPP:

- un kiosque d'information à INFORMATICS 87
- l'accueil d'une mission d'acheteurs de logiciels
- l'accueil d'une mission d'investisseurs
- un kiosque d'information à Asian Aerospace 88

Une étude sur le marché du tourisme a été entreprise dans le cadre de la Stratégie nationale du commerce. La Conférence Canada-Singapour et la mission organisée dans le cadre de la Conférence sont remises à l'année financière 1988-1989.

S'agissant des questions de politique commerciale multilatérale, la sécurité d'accès aux marchés est le principal objectif de Singapour. Singapour pratique le libre-échange de la plupart des produits et maintient un marché de services relativement ouvert. Singapour continuera d'être l'un des moteurs de l'intégration économique de l'ASEAN.

## OBJECTIFS DE COMMERCIALISATION

Les secteurs suivants offrent d'excellentes possibilités à nos exportateurs:

1. Communications et informatique: Notre main-d'oeuvre étant, selon les normes asiatiques, fortement rémunérée et hautement qualifiée, le gouvernement et l'industrie concentrent leurs efforts sur les débouchés qu'offrent les techniques d'information comme nouvelle industrie de croissance bien adaptée à l'environnement de Singapour.

2. Produits et services de défense: Les facteurs géo-politiques exigent le maintien de l'une des forces armées les mieux équipées et entraînées de la région constituées de 55 000 soldats et de 150 000 réservistes, les forces armées de Singapour offrent un excellent marché pour nos produits de défense.

3. Produits et services agricoles et alimentaires: Bien que les produits alimentaires en vrac (blé, orge et fèves de soja) comptent pour un fort pourcentage du total de nos exportations vers Singapour, d'autres produits offrent d'importantes possibilités de vente en raison du nombre toujours croissant de citoyens occidentalises et de l'importance grandissante du tourisme.

4. Systèmes, matériel et services de transport: Avec 44 exploitants de vols internationaux réguliers et 34 146 arrivées de vols en 1986, Singapour est le grand centre régional des services aériens. Il existe de bonnes possibilités d'accroître nos exportations de moteurs et de pièces d'aéronef, d'avionique et de simulateurs, ainsi que de services de maintenance et d'entretien.

5. Matériel et services d'exploitation pétrolière et gazière: Malgré la mauvaise situation de l'industrie pétrolière et gazière tant sur les plans régional que mondial, Singapour demeure un marché intéressant pour les produits et services de haute technologie destinés à la réexportation pour ce secteur de l'activité industrielle. Le secteur du raffinage fonctionne presque à pleine capacité, et il existe de bonnes possibilités de ventes de matériel et de pièces, de remise à neuf et de remplacement.

6. Produits de consommation: Les citoyens de Singapour font de plus en plus préoccupé par leur condition physique, et il existe de très bonnes possibilités de ventes d'articles de sport - surtout de matériel de gymnase et d'athlétisme. Il y a également d'excellentes possibilités d'accroître nos exportations d'articles d'ameublement pour résidences et bureaux.

PERSONNES À CONTACTER

M. O. von Finckenstein, \*  
Conseiller (Affaires commerciales)  
Haut commissariat du Canada  
IBM Towers  
80 Anson Road  
SINGAPORE 0207  
(adresse postale:  
Maxwell Road, P.O. Box 845  
SINGAPORE 9016

M. Roman Hruby  
Agent de secteur -  
Singapour,  
Direction de  
l'expansion du  
commerce en Asie et  
dans le Pacifique Sud  
Ministère des Affaires  
extérieures  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0G2

FICHE DOCUMENTAIRE - SINGAPOUR

Mars 1988

**Superficie:** 622 km carrés **Population:** 2,6 millions d'habitants (1986)

**Capitale:** Ville-État **Régime de gouvernement:** Démocratie parlementaire constitutionnelle

**Chef d'État:** Président Wee Kim Wee

**Premier ministre:** Lee Kuan Yew

**Ministre du Commerce et de l'Industrie:** Lee Hsien Loong

**Langues:** Anglais, mandarin, malais et tamoul **Composition ethnique:** Chinois 77 % malais 15 %, indiens 7 %

**PIB:** (1986) 16,1 milliards \$US **Revenu par habitant:** 6 622 \$US

**Unité monétaire:** dollar de Singapour = 0,63 \$CAN

**Taux d'inflation:** (1986) 1,9 % **Taux de chômage:** 6,5 % (1986)

**Ratio du service de la dette:** 0,4 %

**Principaux partenaires commerciaux (1986):**

<u>Exportations</u> (Total: 22,5 milliards \$US)		<u>Importations</u> (Total: 25,5 milliards US\$)	
1. États-Unis	5,3 milliards \$	1. Japon	5,1 milliards \$
2. Malaisie	3,3	2. États-Unis	3,8
3. Japon	1,9	3. Malaisie	3,4
4. Hong Kong	1,5	4. Chine	1,4
5. Thaïlande	0,8	5. Koweït	1,0

**Statistiques du commerce canadien: (en milliers \$CAN)**

	1985	1986	1987
Exportations	106 388	145 304	167 992
Importations	210 491	210 030	261 904
Solde	-104 103	- 63 726	- 93 912

Principales exportations canadiennes 1987

Colza  
Chlorure de potassium, muriate  
Tubes électroniques et pièces  
Papier journal  
Fèves de soja

Principales importations canadiennes

Ordinateurs électroniques et pièces  
Compresseurs de réfrigération  
Combinés radio-phono  
Vêtements  
Composés hétérocycliques, nda

**Principaux débouchés pour les entrepreneurs canadiens:**

1. Communications et informatique
2. Produits et services de défense
3. Produits agricoles et alimentaires, et services
4. Systèmes, matériel et services de transport
5. Matériel et services d'exploitation pétrolière et gazière

**Classification SEE:** Pays bénéficiant d'un financement

**Classification ACDI:** Pays hors programme

**Banques canadiennes résidentes:** Banque de Montréal, Banque de Nouvelle-Écosse, Banque canadienne impériale de commerce, Banque royale, Banque Toronto-Dominion

**Représentants canadiens à Singapour:** Télex: (Code de destination 87) RS21277  
Haut-commissaire - Sean Brady Télécopieur: 225-2450  
Conseiller commercial - Otch Von Finckenstein

**Contact chargé des questions commerciales à PST/ministère des Affaires extérieures:** Roman Hruby (613) 992-0959

**Représentants de Singapour au Canada:**

Haut-commissaire - Kishore Mahbubani; pour le moment, les contacts devraient être établis par l'entremise de la mission permanente de Singapour à New York

Représentants commerciaux - Lim Chin Geok, The Standard Life Centre, 121 King Street West, Suite 1000, B.O. Box 9, Toronto, Ontario, Canada M5H 3Z9, Tél.: (416) 363-8227



PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS SINGAPOUR  
(en milliers de dollars)

	1985	1986	1987
Exportations non classifiables	1 825	8 650	16 694
Huile de colza	325	-	15 915
Chlorure de potassium (muriate)	17 828	1 863	12 467
Tubes électroniques et pièces	2 943	9 315	12 147
Papier journal	7 116	8 135	10 752
Soja	6 401	8 945	8 690
Moteurs d'aéronefs, assemblages et pièces	5 179	9 334	7 078
Zinc en blocs, gueuses et brames	974	1 353	5 007
Perforatrices de cartes, trieuses, tabulatrices et pièces	2 140	2 215	4 117
Équipement télégraphique, matériel et pièces	1 432	3 168	3 686
Papier d'emballage écru (sulfite et sulfate)	1 414	3 824	3 679
Carton-doublure	897	3 575	3 099
Résines de polyéthylène	2 429	2 190	2 810
Équipement téléphonique, matériel et pièces	6 817	4 661	2 671
Métaux de platine	-	197	2 138
Tapis en rouleaux	703	995	2 089
Pâte de bois	464	1 035	1 811
Équipement et accessoires photographiques, n.d.a.	41	13	1 785
Matières plastiques et caoutchouc synthétique non façonnés, n.d.a.	226	743	1 625
Pièces et accessoires pour scies à chaîne	499	1 241	1 563
Arme, artillerie et pièces, n.d.a.	4	272	1552
Pièces et accessoires pour véhicules automobiles, n.d.a.	665	2 034	1 511
Éléments radioactifs et isotopes	-	-	1 493
Blé rouge de printemps, n.d.a., sauf les semences	-	-	1 451
Équipement de télécommunications commerciales, n.d.a.	1 383	1 014	1 376
Demi-produits en nickel et alliage, n.d.a.	9	14	1 268
Papier à écrire et papier à reproduction	302	-	1 251
Chaudières mécaniques, équipement et pièces	5	1 083	1 161
Blé, sauf les semences, n.d.a.	-	-	1 139
Valves, n.d.a.	90	275	1 042
Pommes et pommettes, n.d.a., fraîches	420	1 113	1 014
Modèles de démonstration, etc, et pièces	4 611	30 486	877
Limes et râpes	989	1 198	808
Fils et câbles isolés	847	1 116	623
Papier fin, n.d.a.	492	1 105	596
Amiante	2 194	1 222	589
Machines de production de pétrole, charbon et gaz, et pièces, n.d.a.	631	1 473	525
Matériel et outillage de construction	226	1 378	356
Instruments de mesure et de contrôle, n.d.a.	372	2 413	348
Matériel de forage, machines et pièces connexes, n.d.a.	1 700	501	340
Mazout, n.d.a.	-	3 263	-

Soufre brut ou raffiné, n.d.a.	-	1 499	-
Tôle d'acier	132	1 426	-
Feuille et feuilards d'acier ordinaire laminés à chaud	-	1 068	-
Urée	5 924	-	-
Farine de blé vitreux du printemps	2 742	-	-
Résines de polystyrène	1 748	-	-
<b>Total partiel</b>	<b>85 139</b>	<b>125 405</b>	<b>139 143</b>
<b>Total</b>	<b>106 388</b>	<b>146 304</b>	<b>167 992</b>

COMPOSITION PAR CATÉGORIE

	1985		1986		1987	
	(milliers \$)	%	(milliers \$)	%	(milliers \$)	%
I Animaux vivants	1	-	-	-	-	-
II Denrées alimentaires	5 383	5	3 555	2	6 311	4
III Matières brutes non comestibles	8 995	8	13 037	9	10 499	6
IV Demi produits non comestibles	47 851	45	36 228	25	73 403	44
V Produits finis	42 104	40	83 455	57	60 716	36
VI Transactions spéciales	2 054	2	10 029	7	17 063	10
	<b>106 388</b>	<b>100</b>	<b>146 304</b>	<b>100</b>	<b>167 992</b>	<b>100</b>

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE SINGAPOUR  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Ordinateurs électroniques et pièces	3 364	6 450	39 750
Compresseurs de réfrigération	18 060	22 027	25 518
Vêtements	12 495	19 011	22 080
Radio-phonos	15 857	14 235	21 146
Caoutchouc naturel brut, sauf latex	44 248	25 009	15 833
Composants hétérocycliques, n.d.a.	15 588	20 262	13 174
Jouets, jeux et pièces	1 733	4 138	9 875
Équipements électroniques et composants, n.d.a.	1 614	2 608	9 385
Téléviseurs	10 406	11 505	8 112
Équipement téléphonique et pièces, n.d.a.	2 550	4 075	7 514
Postes récepteurs de radio	3 517	3 754	5 997
Fers à repasser électriques et pièces	6 811	4 679	5 541
Biens retournés dans les cinq ans	1 532	8 788	4 919
Textiles	4 430	2 865	3 618
Châssis de téléviseurs, radios et phonographes	1 207	-	3 522
Pièces et accessoires pour bicyclettes	-	1 340	3 485
Matériel de commutation et de protection et pièces, n.d.a.	828	4 013	3 164
Magnétophones, sauf les pièces	3 250	3 852	3 099
Pièces d'appareils de cuisson électriques, n.d.a.	6 268	5 419	2 922
Meubles	2 079	2 314	2 824
Poisson et produits de la pêches	1 105	2 039	2 766
Matériel de climatisation et de réfrigération, et pièces, n.d.a.	1 045	867	2 728
Demi-produits en bois, n.d.a.	1 032	1 058	2 030
Plumes, duvet et pennes	1 799	2 449	1 391
Pièces métalliques pour grèbiches	1 143	1 811	1 836
Installations pour la réparation d'aéronefs	-	319	1 755
Poivre, moulu ou en grains	1 401	1 580	1 693
Étain en blocs, gueuses et barres	7 556	450	1 568
Panneaux de circuits imprimés	80	347	1 297
Café vert	610	1 238	1 072
Calculatrices et pièces	223	267	1 071
Instruments médicaux et chirurgicaux jetables, n.d.a.	865	923	1 064
Huile et graisse végétales, n.d.a.	1 086	1 511	1 012
Pièces de moteurs d'aéronefs	2 426	948	987
Forets de type rotatif	3 609	942	884
Synthonisateurs	1 509	997	582
Machines à écrire électriques	4 191	-	557
Tubes à rayons cathodiques	2 964	959	125
Aéronefs, n.d.a.	755	1 050	-
Tiges métalliques et d'acier, laminées à chaud	1 256	-	-
<b>Total partiel</b>	<u>190 492</u>	<u>186 418</u>	<u>236 396</u>
<b>Total</b>	<u>201 491</u>	<u>210 030</u>	<u>261 904</u>



- 8 -

THAILANDE



## THAÏLANDE

### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Située à la croisée des chemins de l'Asie du Sud-Est, la Thaïlande est un pays de 53 millions d'habitants - dont plus de 90 % de bouddhistes, 3 % de musulmans et moins de 1 % de chrétiens - vivant pour quatre-vingt-dix pour cent dans les régions rurales. La Thaïlande est le seul pays de l'Asie du Sud-Est à avoir conservé son indépendance durant l'ère des empires coloniaux. L'une des plus anciennes monarchies du monde, elle est dotée d'un régime constitutionnel depuis 1932.

### SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Depuis 1977, la Thaïlande connaît une relative stabilité, par suite des efforts déployés par les gouvernements successifs pour mettre en place une administration civile efficace et modérée. Les progrès, sur les plans de l'économie et du développement, ont été assez réguliers et soutenus, le gouvernement et les militaires s'étant inspirés dans ce domaine de l'exemple du roi.

L'actuel premier ministre, Prem Tinsulanonda, est au pouvoir depuis 1980. L'administration en place a été formée à la suite des élections de juillet 1986. À en juger d'après certains signes, la stabilité politique devrait se maintenir jusqu'à la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire du règne du roi Bhumibol, au milieu de 1988.

De 1974 à 1984, l'économie thaïlandaise était considérée comme l'une des plus dynamiques d'Asie; la croissance moyenne annuelle du PIB atteignait 7 %. Après un ralentissement temporaire en 1985-1986, l'économie a repris, enregistrant des gains importants dans plusieurs secteurs. La croissance réelle du PIB a atteint 3,8 % en 1986 et 6 % en 1987. Selon certains observateurs, elle pourrait être de 6 à 7 % en 1988 - stimulée, en grande partie, par les exportations de biens manufacturés et le tourisme. Le Sixième plan quinquennal, approuvé le 1<sup>er</sup> octobre 1986, a pour objectif prioritaire une plus grande mise en valeur des ressources naturelles.

### RELATIONS EXTÉRIEURES

Dans sa politique étrangère, la Thaïlande penche nettement vers l'Ouest. Deux facteurs ont contribué au resserrement de ses relations avec les pays occidentaux: l'intérêt manifesté par la communauté internationale à l'égard de sa sécurité menacée par les pressions

vietnamiennes et le généreux accueil qu'elle a réservé aux réfugiés d'Indochine. L'ASEAN constitue une pierre angulaire de la politique étrangère thaïlandaise. L'économie intérieure de la Thaïlande étant à présent plus directement influencée par la situation économique internationale, c'est sur cet aspect qu'est axée sa politique étrangère. La Thaïlande a joué un rôle actif et modérateur au sein du Groupe des 77, ainsi qu'un rôle constructif dans les tribunes internationales sur les produits de base et dans le cadre de l'Uruguay Round mené sous l'égide du GATT. Elle est l'un des membres fondateurs du groupe des Quatorze (G-14) des exportateurs agricoles loyaux. La Thaïlande continuera probablement d'avoir une politique étrangère dynamique.

#### RELATIONS CANADO-THAÏLANDAISES

Notre intérêt pour la Thaïlande remonte à notre participation aux Commissions internationales de contrôle en Indochine et au Plan de Colombo dans les années 1950. Les relations se sont élargies au fil des années du fait de l'intérêt accru que nous portons à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), du rôle important que nous avons joué dans l'accueil des réfugiés indochinois et de l'expansion des échanges commerciaux.

En 1987, les exportations du Canada vers la Thaïlande ont augmenté par rapport à 1986, s'élevant au total à 169,2 millions \$, alors que les importations ont été de 181,8 millions de \$. Le commerce entre le Canada et la Thaïlande est régi par le GATT. Un accord d'assurance-investissements à l'étranger a été signé en janvier 1983 et un accord relatif à la double imposition en avril 1984. Les deux pays étudient actuellement la possibilité de conclure un accord de coopération économique. La Thaïlande bénéficie du Tarif de préférence générale consenti par le Canada aux nations en développement. Le gouvernement thaïlandais a ouvert un bureau de promotion commerciale à Vancouver en 1985. En octobre 1986, des négociations ont été conclues dans le domaine des transports aériens, permettant l'établissement de services directs de transport des passagers et des marchandises entre le Canada et la Thaïlande. La Thaïlande est chargée de coordonner jusqu'en juillet 1988 le dialogue du Canada avec l'ASEAN.

Un nouveau programme d'aide à la Thaïlande a débuté en 1981. Son budget quinquennal indicatif de 50 millions de dollars a été récemment relevé à 125 millions \$. Le



ministre des Relations extérieures a signé sept protocoles d'entente, pour une valeur de 20 millions \$, lors de la visite qu'elle a effectuée en Thaïlande en mars 1987, et a annoncé l'approbation, en principe, d'un programme d'activités de 36 millions \$ dans le secteur industriel, intitulé Entreprise Thaïlande.

Le nombre de visites de haut niveau entre les deux pays témoigne en partie de la solidité des liens bilatéraux. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se rendra en Thaïlande en juillet 1988, afin d'assister à la Conférence post-ministérielle de l'ASEAN à Bangkok. Il y a environ 300 étudiants thaïlandais au Canada.

## APERCU DES DEBOUCHES COMMERCIAUX

L'activité économique en Thaïlande a connu un regain de vigueur depuis la mini-récession de 1986. Des recettes soutenues, grâce notamment au tourisme, et la chute des prix des produits pétroliers ont produit un excédent de la balance courante. L'offre de capitaux étant élevée et les taux d'intérêt bas, le PNB s'est accru de 5,7% en 1987, et l'on prévoit qu'il pourrait atteindre 6% en 1988.

Les dépenses sensiblement accrues dans les secteurs des transports et des réseaux de communication activeront la croissance en 1988 et 1989 par des projets comme Laem Chaban/Maab Taput (ensemble industriel), l'autoroute surélevée reliant Bangkok à l'aéroport, les routes nord-sud à grande circulation, la liaison ferroviaire à travers le sud de la péninsule (entre Surat Thani et Phuket), la modernisation d'aéroports, ainsi que l'élargissement du port en eau profonde de Songkhla (circonscription du premier ministre Prem).

Les exportations devraient connaître en 1988 une hausse de 25% par rapport au chiffre enregistré en 1987 et le coefficient du service de la dette sera comprimé pour passer à 17%. Le ministère des Finances entend sérieusement réduire les tarifs douaniers, qui passeraient de 50 à 20% dans le cas des produits finis, et de 20 à 10% dans celui des pièces.

Au point de vue des intérêts canadiens, les échanges bilatéraux en 1987 ont atteint un chiffre record de 395 millions \$. Les matières premières constituent encore le gros de nos exportations vers la Thaïlande, mais la haute technologie et les produits manufacturés gagnent du terrain. Quant aux marchés prioritaires, des débouchés existent toujours dans les télécommunications, l'industrie agro-alimentaire, les mines, l'électricité, ainsi que le pétrole et le gaz. Cependant, il faut commercialiser également nos produits de base habituels, en les offrant à des prix concurrentiels.

La Thaïlande a accueilli près de 2 milliards \$ US de nouveaux investissements japonais en 1987. Cela confirme sa stabilité politique et économique et démontre qu'elle cherchera de plus en plus à approvisionner son propre marché. Etant donné l'essor industriel que ce pays connaît depuis peu, les fournisseurs canadiens seraient bien avisés de redoubler d'efforts afin d'établir des sociétés en coparticipation et d'obtenir des concessions de licence dans les secteurs suivants:

1. Communications et informatique - La Thaïlande consacrera en 1988 plus de 800 millions \$ au matériel de télécommunications ainsi qu'au matériel et aux logiciels d'ordinateur.

2. Réseaux de transport - Le réseau de transport collectif rapide de Bangkok, l'élargissement du réseau de chemins de fer de l'Etat, les débouchés concernant le moteur d'autobus au gaz naturel comprimé et l'intention du gouvernement royal de Thaïlande d'acheter des aéronefs sont autant de facteurs qui soutiendront la croissance ferme du secteur des transports. A noter également que les aéroports civils de Bangkok, Chiangmai et Phuket seront modernisés dans les deux ou trois prochaines années.

3. Défense - Ce secteur continue d'accaparer la part du lion du budget thaïlandais. Des débouchés existent pour les appareils de la société de Havilland, le Canadair CL215, les systèmes de radar aéroporté de surveillance, les installations en rattrapage prévues au char d'assaut M-41, les moteurs de Pratt and Whitney, l'équipement radio (surtout pour les véhicules de police) et d'autres contrats visant les simulateurs pour hélicoptère.

4. Electricité - matériel et services assimilés - La Thaïlande doublera sa capacité actuelle de 6 000 mégawatts d'ici la fin du siècle.

5. Pétrochimie - L'exécution du projet de mise en valeur des ressources de la côte est visant l'exploitation d'un complexe industriel pétrochimique national va bon train. Le projet offre de nombreuses possibilités aux fournisseurs canadiens, tout comme la construction d'un réseau d'oléoducs dans tout le pays.

POUR RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES DEBOUCHES COMMERCIAUX

M. L. Richard Kohler,\*  
Conseiller (Affaires commerciales)  
et consul  
Ambassade du Canada  
The Boomitr Bldg.  
11th Floor  
138 Silom Road,  
C.P. 2090,  
BANGKOK 5,  
Thailand

M. Nigel P. Godfrey,  
Agent responsable -  
Thaïlande  
Direction de l'expansion  
du commerce, Asie/  
Pacifique sud (PST)  
Ministère des Affaires  
extérieures  
Edifice L.B. Pearson  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0G2

Tél.: 234-1561/8

Tél.: (613) 995-7659

Télex: (Code de destination 86)  
82671  
(82671 DOMCAN TH)

Télex: 053-3745

N° de fac-similé: sera installée  
en juillet 1988

N° de fac-similé: (613)  
996-9288

\* M. Robert Vanderloo - nouveau conseiller commercial à compter de septembre 1988.

Superficie: 513 115 km<sup>2</sup>Population: 52 millions (approx. en 1986)Capitale: Bangkok (Krung Thep)Régime gouvernemental: monarchie constitutionnelleChef d'Etat: SM le roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX)Premier ministre: le général Prem TinsulanondaMinistre du Commerce: Montree PongpanitLangue: thai et chinoisComposition ethnique: Thais: 80%;  
Chinois: 10%; Malais: 3%; autres: 7%PIB: 44,2 milliards \$US-1986 Revenu par habitant:  
830 \$USMonnaie: baht (100 satang)  
1\$CAN = environ 19,27 bahtTaux d'inflation: 2,5% (1986) Coefficient du service de la dette: (1987) 17%Taux de chômage: 6,5% (1987)Principaux partenaires commerciaux (1987):Exportations (Total: 11,6 milliards \$US)

1. Japon
2. Etats-Unis
3. Pays-Bas
4. Singapour
5. Hong Kong

Importations (Total: 13,4 milliards \$US)

1. Japon
2. Etats-Unis
3. Arabie saoudite
4. Singapour
5. Malaisie

Statistiques commerciales canadiennes: (milliers \$CAN)

	1985	1986	1987
Exportations	126,983	105,325	194,929
Importations	108,681	150,267	200,776
Balance	+ 18,302	- 44,942	- 5,857
Ecart procentuel	+ 15%	+ 8%	+ 35%

Principales exportations canadiennes 1988

Pâte de bois  
Amiante  
Chaudière à vapeur  
Lingots d'aluminium  
Papier journal  
Plastique/caoutchouc synthétique  
Feuilles d'acier

Principales importations canadiennes

Poisson et produits de la pêche  
Vêtements  
Tissus  
Ananas en conserve  
Pierres précieuses et semi-précieuses  
Riz  
Fleurs artificiels et ornementales

Principaux débouchés pour entrepreneurs canadiens:

- |   |   |
|---|---|
| 1. télécommunications                                       | 4. exploitation minière                       |
| 2. transports   | 5. transformation agro-alimentaire            |
| 3. énergie - hydro-électricité et thermique; pétrole et gaz | 6. défense, y compris produits d'aéronautique |

Statut vis-à-vis de la SEE: pays assuréStatut vis-à-vis de l'ACDI: pays de concentration (catégorie I)Banque canadienne résidente: Banque de la Nouvelle-Ecosse, Bangkok - Robert RaynerReprésentants du Canada en Thaïlande: Ambassadeur - L.A.H. Smith; Conseiller commercial, Richard Kohler; Téléx: 82671 DOMCAN TH; Tel: (011-66-2) 234-1561/8Personne-contact de PST/ministère des Affaires extérieures: Nigel Godfrey Tel: 613-995-7659Représentants de la Thaïlande au Canada: Ambassadeur - Manaspas Xuto (Ottawa)  
Tel: 613-722-4444; Représentants commerciaux: Ottawa, Toronto, Montréal, Edmonton et Vancouver

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA THAÏLANDE  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Pâte de bois	9 150	15 534	25 155
Amiante	19 181	14 509	18 404
Chaudières mécaniques, équipement et pièces	1 631	3 461	17 567
Exportations non classifiables	23 479	10 463	16 901
Papier journal	9 852	16 270	14 687
Matières plastiques et caoutchouc synthétique, non façonnés, n.d.a.	4 479	8 982	12 705
Plaques d'acier,	1 963	1 780	12 024
Hydrocarbures et dérivés, n.d.a.	1 236	2 495	9 660
Ferrailles d'acier	2 743	-	6 940
Perforatrices de cartes, trieuses, tabulatrices et pièces	716	481	5 073
Soufre brut ou raffiné, n.d.a.	10 754	1 723	5 200
Feuilles et feuillets d'acier ordinaire, laminés à chaud	970	2 526	4 630
Résines de polyéthylène	2 753	1 327	4 118
Alcools et dérivés	1 125	2 200	3 067
Poisson et produits de la pêche en conserve, n.d.a.	63	351	3 024
Fibres synthétiques, n.d.a.	3 705	1 828	3 013
Papier d'imprimerie, n.d.a.	136	463	2 505
Papier journal, encollé et refus	257	-	2 383
Assemblages de moteurs d'aéronefs et pièces	1 274	1 355	2 316
Pièces de machine de construction, n.d.a.	67	439	2 268
Limes et râpes	2 160	1 869	2 006
Barres d'acier laminées à chaud	-	-	1 590
Matériel et outillage de construction	2 409	1 734	1 477
Matériel de ferme apicole et de ferme avicole, et pièces, n.d.a.	68	265	1 347
Matériel de télécommunications commerciales, n.d.a.	3 923	3 152	866
Lait, crème et sous-produits en poudre, n.d.a.	1 139	1 894	676
Zinc en blocs, gueuses et plaques	3 386	39	191
Instruments de mesure et de contrôle, n.d.a.	1 125	32	5
Aliments pour bébé et jeunes enfants	4 324	68	-
Armes, artillerie et pièces, n.d.a.	3 350	4	-
 Total partiel	 <u>117 418</u>	 <u>95 214</u>	 <u>179 798</u>
 Total	 <u>126 983</u>	 <u>105 325</u>	 <u>194 929</u>

COMPOSITION PAR CATÉGORIE

	1985		1986		1987	
	milliers \$	%	milliers \$	%	milliers \$	%
I Animaux vivants	-	-	93	-	187	-
II Denrées alimentaires	5 943	5	3 201	3	4 908	3
III Matières brutes non comestibles	37 932	29	19 114	18	36 831	19
IV Demi-produits non comestibles	38 045	30	54 816	52	96 633	50
V Produits finis	19 714	16	15 902	15	37 991	19
VI Transactions spéciales	25 889	20	12 199	12	18 379	9
	126 983	100	105 325	100	194 929	100

Représentance de la Thaïlande au Canada - Bangkok (Thaïlande)  
 Tel: 615-775-8888; Représentance commerciale: Bangkok, Thaïlande  
 Téléphone: 615-775-8888; Représentance commerciale: Bangkok, Thaïlande  
 Téléphone: 615-775-8888; Représentance commerciale: Bangkok, Thaïlande

PRINCIPALES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE LA THAÏLANDE  
(en milliers de dollars)

	<u>1985</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Poisson et produits de la pêche	24 784	43 287	69 360
Vêtements	26 003	35 905	35 844
Textiles	9 222	10 578	14 002
Ananas en conserve	11 968	10 732	12 068
Bijouterie/fournitures de bijouterie, métaux précieux	912	2 638	8 674
Riz	4 487	6 183	5 363
Fleurs artificielles et ornementales, etc.	2 201	3 512	4 021
Café vert	374	-	3 682
Cuir pour rembourrage	-	2 426	3 273
Pierres gemmes et ornementales, n.d.a.	2 465	3 539	2 820
Meubles	1 983	1 412	1 953
Ordinateurs électroniques et pièces	-	91	1 874
Chaussures	831	1 251	1 781
Profileuses, décapeuses et pièces	-	1 307	1 767
Caoutchouc naturel brut, sauf latex	370	547	1 632
Bijoux de fantaisie, n.d.a.	338	677	1 334
Divers produits finis, n.d.a.	757	834	1 273
Biens retournés dans les cinq ans	1 439	1 356	1 164
Maïs en conserve	326	675	1 074
Gants et mouffles	1 721	853	1 070
Fruits frais, n.d.a., sauf les petits fruits	481	770	1 032
Jouets et pièces, n.d.a.	313	558	1 016
Haricots séchés, n.d.a.	1 318	1 107	964
Emballages non réutilisables	1 506	1 378	893
Aliments pour chiens et chats, complets	1 545	913	446
Total partiel	<u>95 344</u>	<u>133 339</u>	<u>178 380</u>
Total	<u>108 681</u>	<u>150 267</u>	<u>200 776</u>





- 9 -

**POINTS DE CONTACT**

- POINTS DE CONTACT AVEC LE SECTEUR PRIVE
- CENTRES D'INFORMATION COMMERCIALE DE L'ANASE AU CANADA
- DELEGUES COMMERCIAUX DU CANADA DANS LES PAYS DE L'ANASE
- MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES A OTTAWA



POINTS DE CONTACT AVEC LE SECTEUR PRIVE

Conseil de commerce Canada-ANASE,  
La Chambre de Commerce du Canada,  
55, rue Metcalfe, pièce 1160,  
OTTAWA, Ontario,  
K1P 6N4

Tel: (613) 238-4000

L'Association des manufacturiers canadiens,  
1, rue Yonge,  
TORONTO, Ontario,  
M5E 1J9

Tel: (416) 363-7261

Association des exportateurs canadiens,  
99, rue Bank, pièce 250,  
OTTAWA, Ontario,  
K1P 6B9

Tel: (613) 238-8888

Association des importateurs canadiens,  
210, rue Dundas ouest, 7ième étage,  
TORONTO, Ontario,  
M5G 2E8

Tel: (416) 595-5333

Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie,  
World Trade Centre,  
60, rue Harbour,  
TORONTO, Ontario,  
M5J 1B7

Tel: (416) 863-2006



CENTRES D'INFORMATION COMMERCIALES DES PAYS DE L'ANASE

Brunei

Haut-commissariat pour le Brunei,  
866 U.N. Plaza, Bureau 248,  
NEW YORK, N.Y.,  
10017  
USA

Tél: (212) 838-1600

Indonésie

Ambassade de la République d'Indonésie,  
287, rue MacLaren,  
OTTAWA, Ontario,  
K2P 0L9

Tél: (613) 236-7403

Les autres bureaux de l'Indonésie:

Le Consulat de l'Indonésie,  
425, avenue University, 9ième étage,  
TORONTO, Ontario,  
M5G 1T6

Tél: (416) 591-6613

Le Consulat de l'Indonésie,  
1455, rue West Georgia, 2ième étage,  
VANCOUVER, B.C.,  
V6G 2T3

Tél: (604) 682-8855

Malaisie

Haut-commissariat pour la Malaisie,  
60, rue Boteler,  
OTTAWA, Ontario,  
K1N 8Y7

Tél: (613) 237-5182, -5183, -5184

Autre bureau de la Malaisie:

Le Consult de la Malaisie,  
34, rue King Est, pièce 1201,  
TORONTO, Ontario,  
M5C 1E6

Tél: (416) 869-3886

Les Philippines

Ambassade des Philippines,  
130, rue Albert, bureau 606 et 609,  
OTTAWA, Ontario,  
K1P 5G4

Tél: (613) 233-1121

Les autres bureaux des Philippines:

Le Consulat des Philippines,  
111, chemin Avenue, bureau 605,  
TORONTO, Ontario,  
M5R 3J8

Tél: (416) 922-7181

Le Consulat des Philippines,  
301-308, 470, rue Granville,  
VANCOUVER, Colombie Britannique  
V6C 1V5

Tél: (604) 685-7645

Singapour

High Commission for the Republic of Singapore,  
Two United Nations Plaza, 25th Floor,  
NEW YORK, N.Y.,  
USA  
10017

Tél: (212) 826-0840

Indonésie  
Autre bureau de Singapour:

Représentant du commerce et expansion pour Singapour,  
Standard Life Centre,  
12, rue King Ouest, bureau 1000,  
Case Postale 9,  
TORONTO, Ontario,  
M5H 3T9

Tél: (416) 363-8227

Thaïlande

Ambassade du Royaume de Thaïlande,  
Bureau du conseiller commercial,  
396 rue Cooper, pièce 310,  
OTTAWA, Ontario,  
K2P 2H7

Tél: (613) 238-4002

Les autres bureaux de Thaïlande:

Le Consulat de Thaïlande,  
740, rue Notre Dame ouest, 14ième étage,  
MONTREAL, Québec,  
H3C 3X6

Tél: (514) 871-3948

Le Consulat du Royaume de Thaïlande,  
Edifice de la Banque du Canada,  
250, avenue University, 8ième étage,  
TORONTO, Ontario,  
M54 3E5

Tél: (416) 593-2887

Direction de la promotion des exportations,  
Ministère du commerce,  
Gouvernement du Royaume de Thaïlande,  
105 - 736 rue Granville,  
VANCOUVER, Colombie Britannique,  
V6Z 1G3

Tél: (604) 687-6400





DELEGUES COMMERCIAUX DU CANADA A L'ETRANGER

Indonesie

M. Douglas I. Campbell,  
Conseiller commercial,  
Ambassade du Canada,  
5ième étage, Wisma Metropolitan 1,  
Jalan Jenderal Sudirman Kav 29,  
Djakarta Selatan 12910,  
Indonésie  
(Adresse postale:  
P.O. Box 52/JKT  
Djakarta Selatan 12000  
Indonesia

Tél: 510-709

Télex: (Code de destination 73)  
62131  
(62131 DMCAN JKT)

Fax: 6221 578-2251

Malaisie

Mr. Mark Romoff,  
Conseiller (Affaires commerciales),  
Haut commissariat du Canada,  
Plaza MBF, 7th Floor,  
Jalan Ampang,  
50450 KUALA LUMPUR  
Malaisie  
(Adresse postale:  
P. O. Box 10990,  
50732 KUALA LUMPUR,  
Malaysia)

Téléphone: (03) 261-2000

Télex: (Code de destination 84)  
30269  
(DOMCAN MA 30269)

Fax: 60-3-2613428

Indonésien

Les Philippines

M. David W. Brown, \*  
Conseiller (commercial),  
Ambassade du Canada,  
9ième étage, Allied Bank Centre,  
6754, av. Ayala,  
Makati, Manille métropolitain,  
Philippines 3117  
(Adresse Postale:  
P.O. Box 971, Makati Central Office,  
Metro Manila,  
Philippines  
3117

Tél: (632) 815-9536 à 41

Télex: (code de destination 75)  
63676  
(63676 DOMCAN PN)

Fax: 011-63-2-815-9595

\* M. David McNamara - nouveau conseiller commercial à compter de  
septembre 1988

Singapour

M. Ottfried von Finckenstein, \*  
Conseiller (Affaires commerciales),  
Haut commissariat du Canada,  
IBM Towers,  
80 Anson Road,  
SINGAPORE 0207  
(Adresse Postale:  
Maxwell Road, P. O. Box 845,  
SINGAPORE 9016

Tél: (65) 225-6363

Télex: (Code de destination 87)  
RS21277  
(DOMCAN RS21277)

Fax: 225-2450

\* M. Denis Comeau - nouveau conseiller commercial à compter de  
septembre 1988

M. Douglas I. Campbell,  
Conseiller commercial,  
Ambassade du Canada,  
5ième étage, Wisma Metropolitan,  
Jalan Jenderal Sudirman Kav 52,  
Jakarta Selatan 12910,  
Indonésien  
(Adresse postale:  
P.O. Box 52, JKT  
Jakarta Selatan 12000  
Indonésien

Tél: 210-709  
Télex: (Code de destination 73)  
63131  
(63131 DOMCAN JKT)  
Fax: 6721 518-2321

Malaisie  
Mr. Mark Roubly,  
Conseiller (Affaires commerciales),  
Haut commissariat du Canada,  
Plaza MFB, 14th floor,  
Jalan Ampang,  
50450 KUALA LUMPUR  
Malaisie  
(Adresse postale:  
P. O. Box 10900,  
50733 KUALA LUMPUR  
Malaysia)  
Téléphone: (03) 261-2000  
Télex: (Code de destination 84)  
10269  
(DOMCAN MR 20269)

Fax: 60-3-2613426

THAILANDE

Mr. L. Richard Kohler, \*  
Conseiller (Affaires commerciales) et consul,  
Ambassade du Canada,  
The Boomitr Bldg.,  
11th Floor,  
138 Silom Road,  
P.O. Box 2090,  
BANGKOK 5,  
Thailand

Tél: 234-1561/8

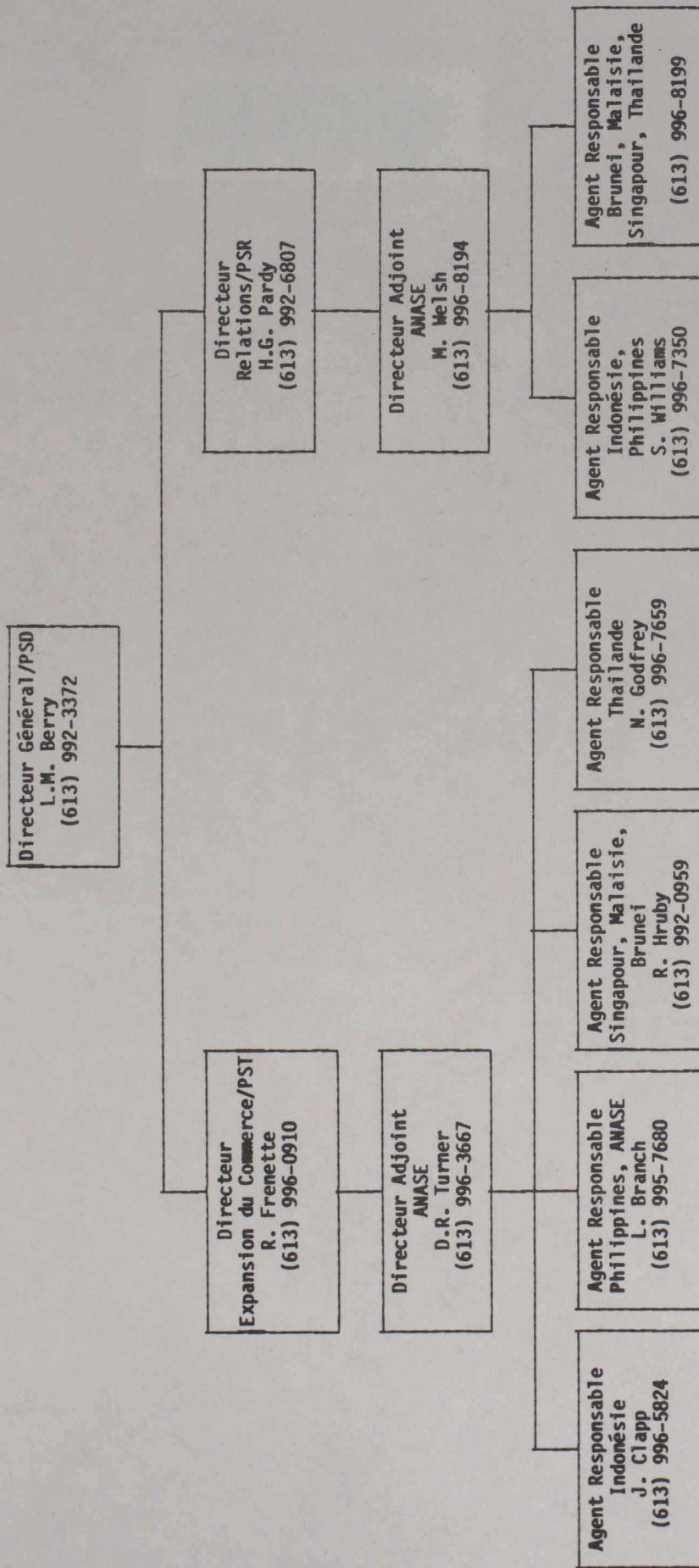
Télex: (code de destination 86)  
82671  
(82671 DOMCAN TH)

Fax: sera installée en juillet 1988

\* M. Robert Vanderloo - nouveau conseiller commercial à compter de septembre 1988



MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES  
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ASIE ET PACIFIQUE SUD





LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029440 6



60984 81800

